



## **COMPTE-RENDU D'ATELIER**

### **Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine)**

9-12 novembre 2011  
Dakar, Sénégal

<b>Compte-rendu de l’atelier.....</b>	<b>1</b>
<b>Annexe 1 : Emploi du temps de l’atelier .....</b>	<b>21</b>
<b>Annexe 2 : Liste des participants .....</b>	<b>25</b>
<b>Transcription : Discours d’ouverture par M. Khadim GUEYE, Ministre de l’Agriculture du Sénégal .....</b>	<b>31</b>

## Contexte de l'atelier

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO), l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), le CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel) et les Partenaires du développement, ont accueilli l'*Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA*. Celui-ci s'est déroulé entre le 9 et 12 novembre 2011 à l'hôtel Le Méridien à Dakar au Sénégal. L'organisation de cet atelier découle de la réalisation de la nécessité d'intégrer la nutrition aux plans d'investissement agricoles et de sécurité alimentaire nationaux, ainsi qu'aux objectifs de développement des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'atelier avait été conçu pour s'inscrire dans le contexte du Cadre pour la sécurité alimentaire africaine (FAFS) du CSSAA (Cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique), qui décrit un plan d'action pour atteindre l'OMD 1 (Objectif du millénaire pour le développement) : réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici 2015. Le FAFS vise la réalisation de cet objectif par le biais d'une croissance axée sur l'agriculture afin de : a) réduire le risque à tous les niveaux ; b) accroître les disponibilités alimentaires à la portée de toutes les bourses, et leur sécurité ; c) augmenter les revenus des pauvres et d) élargir la diversité de l'alimentation.

## Buts / objectifs de l'atelier

L'objectif de l'atelier était d'aider les pays à élaborer des plans d'action et des programmes intégrant et mettant en place des objectifs de nutrition au sein de leur Plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). À cette fin, l'atelier cherchait à : a) renseigner et fournir des outils pratiques pour concevoir ces programmes ; b) encourager la mise en commun de connaissances et de bonnes pratiques sur ce qui rend les programmes de nutrition concluants.

Des objectifs plus précis de l'atelier incluaient :

- Mettre en évidence et intégrer les bonnes pratiques et approches liées à la nutrition au concept du programme ;
- Encourager des stratégies de mise en œuvre en phase avec les Plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) ;
- Élargir le partage des connaissances sur les outils, les ressources techniques et les expériences de programmes disponibles afin de renforcer le concept des programmes de nutrition ;
- Trouver des possibilités de partenariat et des moyens de renforcement de capacités pour appuyer le développement du programme de nutrition ; et
- Identifier les mécanismes de coordination pour les programmes en cours, et ceux qui sont prévus, pour la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture entre les secteurs de la santé et de l'agriculture.

## Participants

L’atelier rassemblait environ 180 représentants, dont des fonctionnaires de ministères de la santé, de l’agriculture, des finances et de la planification économique, ainsi que des personnes de la société civile provenant de 17 pays d’Afrique de l’Ouest. Des donateurs, dont la Banque mondiale, l’USAID, des organisations de l’ONU (OMS, PAM, UNICEF, FAO), des organisations non gouvernementales — Helen Keller International (HKI), l’Alliance mondiale pour l’amélioration de la nutrition (GAIN), et des universitaires ont apporté un soutien technique et financier essentiels à l’atelier. Il est important de souligner que cet atelier était le premier d’une série qui seront offerts sur la nutrition dans diverses régions du PDDAA, incluant le COMESA (Marché commun de l’Afrique orientale et australe), l’ECSA (Communauté de la santé de l’Afrique de l’Est, du Centre et du Sud), la SADC (Communauté du développement de l’Afrique australe), la CEEAC (Communauté économique des États de l’Afrique centrale) et l’AMU (Aide médicale urgente).

## Concept de l’atelier

Les participants étaient regroupés par équipes selon les besoins des différents pays afin de mettre au point des ébauches de plans d’action incorporant des interventions pertinentes en matière de nutrition face à leurs problèmes nutritionnels précis. Les équipes de pays ont étudié les objectifs et le cadre pour le renforcement de la composante nutrition du PNIASA ; les partenaires et les mécanismes de coordination ; le suivi, l’évaluation et l’apprentissage de l’impact des politiques et des programmes agricoles sur la nutrition ; les partenariats public-privé, et public-public ; le renforcement des capacités ; la budgétisation et le financement ; les contraintes et les solutions stratégiques pour la mise en œuvre d’un plan d’action efficace ; et les actions prioritaires à court et moyen termes permettant d’accorder une place importante à la nutrition au sein des PNIASA.

Les participants ont aussi discuté des contraintes et des solutions stratégiques nécessaires à la mise en œuvre d’un plan d’action efficace, ainsi que des actions prioritaires requises pour améliorer la nutrition au sein des pays membres de la CEDEAO. Les équipes de pays ont fait preuve d’un zèle et d’un engagement exemplaires lors du processus de mise au point de leurs plans d’action. L’intervention de nombres d’orateurs distingués de plusieurs institutions des secteurs privé et public constituait une part importante de l’atelier ; ces conférenciers ont donné des informations et fait des recommandations techniques sur la création et la mise en œuvre d’un programme. Ils ont aussi facilité la mise en commun de connaissances sur les bonnes pratiques de développement de programmes de nutrition efficaces, contextualisés pour mettre en évidence et tenir compte des priorités au niveau du pays.

Les activités de l’atelier incluait des présentations portant sur divers thèmes, des discussions plénières et des sessions en groupes par pays afin de mettre au point des plans d’action qui intègrent pleinement la nutrition à l’agriculture. Les activités étaient prévues de telle sorte que les équipes de pays pouvaient tirer parti des leçons ou des expériences présentées. Chaque session plénière portait sur un thème précis et était suivie d’une session en groupes par pays, au cours desquelles les participants se penchaient sur une section particulière de leur plan d’action, liée au sujet de la session plénière. Le comité organisateur avait fourni une grille de référence pour guider les équipes de pays dans la préparation des plans d’action visant à accorder une place importante à la nutrition dans l’agriculture.

## Remarques liminaires

Madame Maimouna Lo Gueye, Secrétaire permanente du Ministère de l'agriculture du Sénégal, fit le discours d'ouverture au nom du Ministre de l'agriculture, souhaitant la bienvenue à ceux qui étaient présents et parlant de l'importance de la mise en commun d'idées et d'expériences pour une meilleure planification et une mise en œuvre performante des programmes de nutrition. La Secrétaire insista sur le fait que l'agriculture et la nourriture à elles seules ne résoudraient pas les problèmes liés à la nutrition, la santé et la productivité, et fit remarquer qu'il fallait également prendre en considération d'autres éléments comme l'assainissement, l'eau, l'éducation, le commerce, la protection sociale, etc. Elle mit l'accent sur trois points essentiels permettant d'appuyer les efforts d'intégration de la nutrition : (1) Les dirigeants politiques mondiaux doivent faire de l'élimination de la malnutrition leur première priorité ; (2) Il est temps de dépasser l'ère des actions « pilotes », et de s'orienter vers de meilleures solutions qui ont fait leurs preuves ailleurs ; (3) La participation du secteur privé et de la société civile garantira une meilleure intégration des aspects nutritionnels au sein des plans d'investissement des pays. La Secrétaire permanente a assuré l'audience que le Président de la République du Sénégal s'intéressait aux résultats de l'atelier, et souhaita aux participants un séjour agréable et fructueux au Sénégal.

Madame Bibi Giyose, Conseiller principal et Chef de la sécurité alimentaire pour le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD - Afrique du Sud), fit à son tour des remarques dans le cadre de l'Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA. Dans son discours d'accueil, Mme Giyose s'est montrée enthousiaste du fait que des représentants de diverses institutions gouvernementales, d'organisations non gouvernementales, ainsi que des partenaires du développement se soient rencontrés avec l'objectif commun de faire face aux défis de la malnutrition, et d'explorer la façon de coordonner la livraison efficace de services de nutrition où ils s'avèrent être le plus urgents dans la région de la CEDEAO. Mme Giyose a rappelé le rôle important de l'atelier qui garantira, aux niveaux des pays, que les pays de la CEDEAO sont à même de prouver qu'ils ont l'aptitude de mener leurs activités différemment afin d'améliorer la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Enfin, Mme Giyose a insisté sur le besoin des équipes de pays de finaliser et d'exécuter leurs plans d'actions dès leur retour dans leurs pays. Elle espère que les équipes de pays développeront leurs programmes en mettant en

place de solides plans de suivi et d'évaluation responsabilisant les entités du gouvernement comme les autres exécutants. Mme Giyose a terminé en remerciant chacun pour sa participation et en souhaitant des discussions positives et un atelier réussi.

Des remarques de bienvenue furent également données par l'Office régional de l'OMS, le CILSS, la FAO et le Partenariat de l'ONU visant à éliminer la faim et la dénutrition chez l'enfant (REACH).

## **Premier jour**

### **Sommaire**

Le premier jour de l'atelier commença par une série de présentations offrant un aperçu sur les initiatives mondiales et régionales qui s'emploient à résoudre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En général, les présentateurs insistaient sur les moyens inadaptés employés pour relever les défis en matière de nutrition, en particulier les plus récents. Le thème central des présentations portait sur un nombre d'initiatives mondiales en matière au regard de la nutrition et de l'agriculture qui incluaient les caractéristiques suivantes : (i) elles font intervenir des partenaires et parties prenantes multiples, aux niveaux national et international ; (ii) comportent des indicateurs sur la nutrition et l'agriculture ; et (iii) consistent en actions visant à promouvoir le leadership, le renforcement des capacités, la recherche opérationnelle et l'appui institutionnel. La description succincte de ces initiatives a permis aux participants de découvrir des modèles novateurs démontrant les avantages qu'apportait l'intégration d'outils puissants, comme le « REACH Dashboard » utilisé par le Renforcement de la nutrition (SUN) et REACH, aussi bien pour procurer des informations et des mises à jours précieuses aux parties prenantes sur plus d'opportunités de renforcement des capacités comme par exemple la préparation des pays pour la Conférence Internationale Conjointe FAO/OMS de Nutrition (CIN+21) prévue en novembre 2013 à Rome.

Les présentations plénières de l'après-midi traitaient principalement de l'« Intégration de la nutrition aux plans d'investissement agricole : Pourquoi et comment ? » Les présentateurs ont mis l'accent sur le fait qu'une sécurité alimentaire accrue ne conduisait pas nécessairement à une sécurité nutritionnelle accrue. Toutefois, ils ont fait remarquer que le passage de pratiques agricoles plus traditionnelles à des chaînes de valeurs plus novatrices et modernes pouvait

faciliter une meilleure nutrition. Ceci fut illustré par la modernisation de la chaîne de valeur du haricot en Ouganda, qui a procuré des changements mesurables et conduit à une meilleure intégration de la nutrition à l'agriculture dans les pays pauvres. Les présentateurs ont proposé plusieurs solutions pour combler l'écart qui existe entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, incluant : (i) le ciblage des plus vulnérables ; (ii) la participation des femmes à la programmation ; (iii) l'intégration de l'agriculture aux politiques et aux stratégies de sécurité ; (iv) l'intégration de la nutrition aux programmes agricoles du gouvernement, qui font partie du cycle budgétaire de ce dernier ; et (v) le renforcement de la gestion pour une approche axée sur les résultats lors de la planification, afin d'apporter des changements importants.

### **Session plénière du matin**

#### **Description générale des initiatives mondiales et régionales pour faire face à la sécurité alimentaire et nutritionnelle : résultats récents et bonnes pratiques**

À la suite des remarques liminaires, l'atelier commença par la session plénière du matin qui donnait un aperçu des initiatives mondiales et régionales lancées pour faire face à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Lors de celle-ci, D<sup>r</sup> Brenda Pearson (Coordinateur mondial adjoint, REACH ONU) présenta les grandes lignes de SUN et REACH. Ces initiatives ont pour but de rassembler les avantages comparatifs des agences onusiennes individuelles, et de créer des partenariats clés avec la communauté d'organisations non gouvernementales, les universités, le secteur privé et les bailleurs de fonds. Bien que REACH ne soit pas un organisme d'exécution, elle sert de catalyseur pour le renforcement des capacités pour la gouvernance multisectorielle en matière de nutrition, et ouvre des portes pour que ses partenaires puissent développer leurs programmes. REACH a adapté une approche de programme multisectorielle, qui inclut l'amélioration de l'allaitement maternel, la nutrition maternelle, l'hygiène et le contrôle des parasites, ainsi que l'accroissement de l'apport en micronutriments, le traitement de la malnutrition aigüe sévère, la disponibilité et la diversité alimentaires, et le soutien des sources de revenus. Ces interventions ont fait leurs preuves, mais le défi reste la mise à l'échelle. La mise à l'échelle de la nutrition exige l'attribution de priorité aux résultats, et la mesure de produits bien définis. Pour encourager le développement de la nutrition, REACH a mis au point un modèle en mettant en évidence l'appui supplémentaire nécessaire pour la mise à l'échelle par le biais de domaines d'action définis et de résultats attendus mesurables. Dans le cadre de

l'élimination de la faim chez l'enfant et de la mise à l'échelle multisectorielle de la nutrition, les domaines d'action portent principalement sur l'amélioration de la gouvernance et celle de la gestion au niveau du pays. Ceci fait intervenir plus particulièrement la mise en commun des connaissances, la création de partenariats et l'amélioration des communications et de la sensibilisation. Les résultats attendus mesurables ont été définis comme une amélioration de la perception du problème, assortie de solutions potentielles, le renforcement des politiques et des programmes nationaux, le renforcement des capacités à tous les niveaux d'action, et une efficacité et responsabilisation accrues. Pour intensifier et hiérarchiser les actions de nutrition, REACH a inclus une composante importante constituée d'outils permettant le cadrage des activités de nutrition actuelles, des analyses des données et de la couverture géographique des actions de nutrition, la sélection des facilitateurs internationaux et nationaux œuvrant en tandem dans les pays et discernant l'usage rationnel des ressources rares pour développer les actions de priorité. Les données provenant de ces outils donnent un aperçu détaillé et régional permettant aux parties prenantes d'arriver à un consensus sur les étapes nécessaires par la suite.

La session plénière du matin s'est poursuivie par l'intervention de D<sup>r</sup> Richard Anson (Consultant, Banque mondiale), qui a passé en revue les volets nutritionnels des plans d'investissement adaptés aux besoins des différents pays et a fourni des indications pour faciliter les exercices de planification des participants. La structure permettant de promouvoir des programmes et des dépenses rationnels au regard de la nutrition repose largement sur la manière dont les dépenses publiques sont canalisées et affectées. Elle dépend aussi beaucoup du niveau d'efficacité technique et de la responsabilité du gouvernement. Pour étudier ce point, D<sup>r</sup> Anson a présenté plusieurs concepts et outils pour aider les participants à mettre au point des programmes de nutrition concluants et axés sur les résultats. D<sup>r</sup> Anson a souligné l'importance d'établir des liens solides entre le cycle budgétaire et l'analyse des dépenses publiques, en s'attachant particulièrement à favoriser une allocation optimale et technique des ressources qui garantit que les fonds publics pour la nutrition sont répartis correctement et que les fonds publics sont mis en œuvre rationnellement, optimisant les ressources. Pour s'assurer que les propositions répondent à des critères solides et stratégiques, D<sup>r</sup> Anson a recommandé l'adoption et la mise en œuvre de programmes nutritionnels d'ensemble grâce à un cycle axé sur les résultats en matière de Planification, Budgétisation, Mise en œuvre et



Gouvernance (Cycle PBIG), qui soit contextualisé au niveau du pays. L'utilisation efficace des instruments budgétaires du ministère des Finances, une planification à moyen terme des dépenses sectorielles et en matière de nutrition, ainsi que des plans d'action opérationnels bien ciblés favoriseront une utilisation des ressources budgétaires actuelles plus axée sur des preuves concrètes. En outre, adopter une approche axée sur les résultats pour le développement et faciliter la conformité des stratégies à l'ordre de priorité des dépenses améliorera les processus tirés par les agents de changement locaux, qui influencent les résultats intermédiaires. Ceci garantit que les interventions prioritaires sont identifiées, et contribue à définir des objectifs, des résultats et des indicateurs d'impact bien précis en matière de nutrition.

### **Contribution du PDDAA aux objectifs du Cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique**

*M. Doudou Ndiaye (Économiste agricole, PDDAA)*

Le PDDAA est une initiative africaine appuyée par les gouvernements africains, l'Union africaine et le NEPAD. L'initiative prévoit d'accélérer la croissance agricole, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en visant un taux de croissance d'au moins 6% de la productivité agricole, grâce à une allocation d'au moins 10% des dépenses publiques à l'agriculture. La mise en œuvre du PDDAA repose sur quatre piliers : des superficies accrues soutenues par des systèmes de gestion durable, desservies par une régularisation fiable des eaux, l'amélioration de l'infrastructure rurale et le renforcement des capacités en matière de commerce pour faciliter l'accès au marché, l'augmentation de la disponibilité alimentaire et la réduction de la faim, la recherche agricole, la divulgation et l'adoption de technologies. Ces objectifs exigeront l'aide de partenaires techniques et financiers, un renforcement institutionnel et une assistance technique pour les pays, une sensibilisation et des systèmes de planification des capacités en matière de d'agriculture.

### **Nutrition, sécurité alimentaire et initiative de politique publique**

*D' Coudy Ly Wane (OOAS - Organisation ouest-africaine de la santé / CILSS)*

Les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes au Sahel et la constatation des limites des systèmes d'alerte précoce ont conduit à la création d'un partenariat pour la recherche et l'assistance technique auquel participent

diverses organisations (CILSS, OOAS, IRD, USAID, EU, UNICEF, FAO, PAM, les pays du Sahel). De solides analyses techniques et actions de renforcement des institutions forment la pierre angulaire de cette initiative. L'une des majeures interventions était l'identification et l'intégration d'indicateurs communs au regard de la nutrition et de l'agriculture, incluant l'indice de diversité alimentaire et l'insécurité alimentaire ressentie par les ménages. Dans la même ligne d'idée, un tableau alimentaire des principaux aliments consommés au Sahel fut créé. Les perspectives de la NUSAPPS (Nutrition, sécurité alimentaire et politiques publiques du Sahel) incluent une analyse plus poussée de la vulnérabilité nutritionnelle, la promotion d'aliments nutritifs et la mise en valeur de la nutrition dans la politique publique, y compris des stratégies pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

### **Défis mondiaux au regard de la sécurité nutritionnelle : Réponse du secteur de la santé**

*D<sup>r</sup> Férima Coulibaly-Zerbo, OMS*

Les défis mondiaux en matière de nutrition, particulièrement dans les pays africains, sont de types différents. Outre la malnutrition, le retard de croissance, l'émaciation touchant les femmes et les enfants, et le retard de croissance intra-utérine, il existe aussi des carences en micronutriments qui se manifestent surtout par l'anémie, des carences en vitamine A et en iode. Ces troubles affectent le plus souvent les femmes et les enfants. L'analyse de sondages entrepris par StepsWise dans 18 pays africains révèle la prévalence de surpoids et d'obésité ; douze des 18 pays ayant fait l'objet de l'enquête montrent une prévalence de ces caractéristiques dépassant 30% au sein de la population adulte.

L'enquête mondiale sur les politiques de nutrition menée par l'OMS indique plusieurs anomalies : les stratégies sont souvent inadaptées pour faire face aux problèmes identifiés ; elles sont axées surtout sur la gestion d'une intégration sous-pondérée et médiocre des programmes de nutrition de l'agriculture, et ne se concentrent pas suffisamment sur les femmes et les enfants. En général, les défis naissants (nombre excessifs de troubles nutritionnels) sont mal appuyés. Cependant, nombre d'initiatives, dirigées par l'OMS, sont prévues pour renforcer les systèmes de santé. En outre, des actions cohérentes d'appui s'employant à résoudre les problèmes de nutrition sont mises en œuvre, adoptant des approches diverses au niveau du pays. Une collaboration intersectorielle avec la

société civile est nécessaire pour garantir la sécurité alimentaire, parmi d'autres actions.

## **Conférence Internationale Conjointe FAO/OMS sur la nutrition : Vingt et un ans après (CIN+21)**

*Brian Thompson, FAO*

Il faut renforcer la cohérence politique, l'alignement, la coordination et la coopération notamment entre les secteurs alimentaire, agricole et sanitaire pour améliorer la nutrition mondiale. À cet effet, la FAO et l'OMS, en collaboration avec plusieurs partenaires appartenant ou non au système des Nations Unies, doivent convoquer la Conférence internationale sur la nutrition: 21 ans après (CIN+21). Les participants examineront les progrès accomplis depuis 1992, réfléchiront aux possibilités et aux défis existants ou nouveaux qui accompagnent les évolutions de l'économie mondiale, les changements du système alimentaire, les avancées scientifiques et les progrès techniques, et analyseront les solutions politiques qui permettraient d'améliorer la nutrition. La nutrition étant le résultat de multiples facteurs, ces solutions doivent être globales et multisectorielles. La CIN+21, prévue en novembre 2013 à Rome, traitera de la sous-alimentation et aussi de la suralimentation et permettra d'étudier de quelle manière l'agriculture, la santé, l'éducation et le secteur social, entre autres, peuvent œuvrer ensemble pour lutter contre ce fardeau multiple de la malnutrition. Certaines politiques intégrées ont été couronnées de succès et pourraient donc inspirer l'action future. Les résultats de la campagne des 1 000 jours et de l'Initiative Renforcer la nutrition seront utiles à cet égard. La Conférence abordera les besoins nutritionnels particuliers des femmes et ceux des enfants dans les 1 000 premiers jours de leur vie, mais aussi ceux de tous – individus, familles, foyers et communautés – car la nutrition est un droit universel.

La CIN+21 sera précédée d'une série de réunions régionales et de la préparation des documents stratégiques par pays détaillant la situation de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé et de la nutrition, les évolutions alimentaires, l'environnement politique. La CIN+21 sera une conférence intergouvernementale de haut niveau et durera trois jours. Elle comportera des séances plénières auxquelles participeront des représentants gouvernementaux de haut niveau, et des tables rondes thématiques.

## **1<sup>ère</sup> Session de travail des groupes de pays**

### **Révision des volets sur la nutrition des plans d'investissement axés sur les besoins des différents pays et conseils pour la planification des actions**

La description succincte des initiatives mondiales et régionales s'attachant à faire face à la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis aux participants de mieux appréhender le cadre actuel pour investir dans des programmes axés sur la nutrition, et a contribué à les préparer pour leur première session de travail en groupe de pays. À ce stade, les participants devaient indiquer les problèmes fondamentaux en matière de nutrition dans leur pays et déterminer s'ils avaient été abordés au sein de leur Plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA). On leur demanda également d'établir si les populations les plus vulnérables affectées par des carences nutritionnelles avaient été identifiées et ciblées. Ensuite, les participants ont dû trouver les objectifs précis en matière de nutrition énoncés dans leur plan, et les activités adaptées aux besoins de nutrition qui seront mises en œuvre pour atteindre ces objectifs. Enfin, les participants devaient mettre en évidence tous critères de hiérarchisation, institutions existantes et / ou un échéancier pour exécuter les activités adaptées aux besoins de nutrition indiqués dans leur PNIASA.

### **Session plénière de l'après-midi**

#### **Intégration de la nutrition aux plans d'investissement agricole : Comment et pourquoi ?**

D<sup>r</sup> Charlotte Dufour, Responsable de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens de subsistance auprès de la FAO, a parlé de liens clés entre la production agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition. Sa présentation mettait l'accent sur l'importance de l'intégration de la nutrition aux plans d'investissement agricoles. Bien que la sécurité alimentaire et la nutrition soient étroitement liées, l'impact nutritionnel des programmes d'agriculture n'est pas automatique. Les régions de l'est de la Sierra Leone illustrent ce point. Ce pays jouit d'une sécurité alimentaire relativement bonne, mais les taux en matière de malnutrition chez l'enfant sont nettement supérieurs à ceux de régions dont la sécurité alimentaire est inférieure. Par conséquent, il est important de reconnaître qu'alors que la sécurité alimentaire est une composante nécessaire de la nutrition, elle n'est pas suffisante à elle-seule pour maintenir le statut nutritionnel. En outre, les

interventions agricoles doivent être soigneusement planifiées, pour ne pas avoir d'incidence négative sur la nutrition. La promotion d'un nombre limité de récoltes et de variétés peut diminuer la diversité alimentaire, et les charges de travail accrues, surtout celles des femmes, peuvent réduire le temps disponible pour nourrir les enfants et s'occuper d'eux. Par ailleurs, les programmes qui concernent surtout l'agriculture à grande échelle peuvent marginaliser les petits exploitants agricoles, ce qui de son côté a des répercussions négatives sur les groupes vulnérables qui dépendent de l'agriculture à petite échelle. Évaluer l'équilibre des avantages et des inconvénients potentiels des programmes d'agriculture est essentiel. Tandis qu'un apport alimentaire insuffisant causé par l'insécurité alimentaire est la cause immédiate de malnutrition, il existe d'autres causes sous-jacentes, telles que l'accès à la nourriture, des services d'eau et d'assainissement médiocres, et des services de santé insuffisants incluant les soins maternels et pédiatriques. Pour améliorer le statut nutritionnel des populations vulnérables, ces causes structurelles doivent être prises en main. Maximiser les avantages nutritionnels des interventions agricoles en augmentant la disponibilité et l'utilisation alimentaires tout au long de l'année, et en créant des revenus supplémentaires pour d'autres besoins, comme la santé et l'hygiène, garantit qu'une production alimentaire améliorée mène à une consommation alimentaire et un statut nutritionnel meilleurs.

D<sup>r</sup> Edward R. Rhodes (Chercheur, Institut de recherche de Sierra Leone) a fait état de l'impact des chaînes de valeur agricoles sur la nutrition, et de la façon dont la recherche sur les opérations pouvaient détecter des interventions axées sur l'agriculture qui contribuent à une meilleure nutrition et sont susceptibles d'être développées plus avant. La présentation de D<sup>r</sup> Rhodes portait principalement sur une étude approfondie de recherche d'opérations de petits exploitants agricoles en Sierra Leone, pour déterminer les impacts nutritionnels du développement des chaînes de valeur du riz et des légumes, et les points de départ de l'amélioration. Les stratégies incluaient un examen sur dossier des connaissances sur les liens entre les chaînes de valeur agricoles des petits exploitants et la programmation nutritionnelle, et un inventaire détaillé des parties prenantes clés potentielles ainsi que leurs rôles et liens au sein des chaînes de valeur agricoles des petits exploitants. Des entretiens avec des organisations clés des secteurs public et privé œuvrant sur des projets d'agriculture et de nutrition, ainsi que la création de groupes de discussion au niveau communautaire ont contribué à trouver des cheminements possibles, reliant différents éléments des interventions de la

chaîne de valeur agricole à l'amélioration de la nutrition. Ceux-ci incluaient : une production agricole qui a conduit à une consommation et une diversité alimentaire accrues ; un traitement et un conditionnement qui amélioraient la valeur nutritionnelle des aliments, des revenus accrus grâce à l'ajout de valeur, une consommation alimentaire plus importante et un accroissement des recettes provenant de la vente de produits agricoles de base. Les défis liés aux aspects de coordination, marketing, ou conditionnement des chaînes de valeur furent aussi déterminés. Les conclusions de ces études indiquaient qu'alors que des initiatives au sein de la chaîne de valeur avaient amélioré la production et les revenus, elles ne s'étaient pas traduites dans les faits en meilleurs apport ou statut nutritionnel. Les recommandations tirées de ces conclusions suggéraient de réaliser une meilleure intégration des interventions en matière de nutrition. Celles-ci comptaient : conforter l'éducation sur la nutrition ; améliorer la capacité de stockage, de traitement, de conditionnement, l'accès au marché, les cadres réglementaires et la législation ; et intensifier les mesures de soutien et les incidences sur la politique générale.

D<sup>r</sup> Robert Mazur a comparé et fait ressortir le contraste entre l'agriculture traditionnelle et les systèmes de chaînes de valeur, puis a parlé de l'intégration de la production agricole, de la nutrition et du marketing au sein de la chaîne de valeur en Ouganda. Ce système inclut aussi un aspect de recherche et développement qui permet la formation des agriculteurs et la mise en commun d'informations. La discussion visait à aider les participants à concevoir des programmes qui transforment les systèmes agricoles traditionnels en systèmes de chaîne de valeur. Alors que les systèmes agricoles traditionnels se concentrent sur des récoltes multiples, disposent d'intrants et de crédit limités, ont des pertes après récolte élevées et se démènent pour la sécurité alimentaire avec peu de surplus, les chaînes de valeur sont axées sur des entreprises moins nombreuses, utilisent des intrants et des crédits de l'extérieur, maintiennent une sécurité et des produits alimentaires pour des marchés connus. Pour transformer les systèmes traditionnels en systèmes de chaînes de valeur, les programmes doivent faciliter les contacts et les relations continus avec des acteurs des chaînes de valeur, avoir des connaissances approfondies sur les marchés multiples, les primes pour la qualité, les récoltes et le stockage améliorés, sur la coordination du conditionnement et du transport, et inclure des mesures de contrôle de la qualité. Les impacts et les incidences résultant du passage à un mode de chaîne de valeur, incluant la diversification alimentaire, sont favorables à la santé et à la nutrition ;

ce système permet la disponibilité de produits aux consommateurs des supermarchés urbains ; et procure un marché pour la mise à l'échelle de la production. Ces améliorations augmentent l'« image d'acceptabilité » des produits, ce qui entraîne une consommation plus élevée et une santé meilleure. En outre, les aspects de recherche et développement des systèmes de chaînes de valeur permettent aux agriculteurs d'apprendre en collectivité et de mettre en commun des pratiques novatrices qui leur font mieux appréhender la variation des prix du marché, et renforcent collectivement leurs aptitudes en matière de négociation et de coordination en marketing afin qu'ils obtiennent des prix plus élevés.

## **2<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays**

### **Recommandations pour renforcer les volets sur la nutrition du PNIASA**

Pendant la deuxième session de travail des groupes de pays, les participants devaient envisager et décrire brièvement les changements adaptés aux besoins de nutrition qu'ils aimeraient incorporer dans leur PNIASA. On leur demanda de définir les effets bénéfiques créés par ces changements prévus, et d'identifier les populations et les régions géographiques ciblées où ils s'attendaient à constater des impacts. Pour concrétiser davantage ces objectifs, les participants devaient déterminer les résultats mesurables à moyen terme qu'ils espéraient réaliser d'ici l'an 2015. Ensuite on leur demanda d'indiquer et de décrire leurs principales activités prioritaires et bonnes pratiques qui devraient être mises en œuvre en partant d'une approche multisectorielle, et de mettre au point un échéancier définissant nettement les étapes des activités clés. Enfin, les groupes de pays avaient à définir et exposer les actions nécessaires en vue de réaliser l'intégration de la nutrition au secteur agricole. Afin de mieux conceptualiser le processus, les participants devaient arriver à un consensus sur la vision, et garantir l'acceptation et l'intégration des objectifs proposés à l'aide d'un échéancier indiquant les étapes clés.

## **Deuxième jour**

### **Aperçu**

Le deuxième jour, la session plénière du matin portait sur le « Suivi et évaluation de l'impact nutritionnel des programmes agricoles ». Les évaluations des impacts de la nutrition au sein des projets agricoles sont rares, bien que le besoin soit

évident. Pour une meilleure gestion du programme, toutes les normes des évaluations d'impact, incluant la randomisation et les études des cohortes, doivent être intégrées et un ensemble complet d'indicateurs comprenant les entrées, les processus, les sorties et les résultats doivent être pris en considération. En outre, le processus d'évaluation doit tenir compte des multiples parties prenantes et groupes d'intérêt. Étant donné le lien étroit entre la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du programme, surtout au stade de planification, les présentateurs ont rappelé combien il était important de se concentrer sur les cibles vulnérables pour évaluer les impacts. Les présentateurs ont aussi insisté sur le besoin de mettre en évidence les cheminements des impacts et des indicateurs afin d'en tirer les leçons apprises et d'améliorer la conception et la mise en œuvre du programme. Par ailleurs, pour garantir une évaluation d'impacts solide et correcte, des indications précises sur les aspects nutritionnels devraient être prises en compte lors de la conception des projets et des interventions agricoles, et des ressources appropriées doivent être affectées dès le départ.

La session plénière de l'après-midi mettait l'accent sur les approches multisectorielles en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les présentateurs ont parlé des possibilités de collaborer avec le gouvernement, des ONG, des PPP et les communautés locales afin de mieux intégrer les activités et les interventions de nutrition aux programmes agricoles, habilitant davantage les communautés à devenir des acteurs dans le processus de développement. Cette synergie peut favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour les petits exploitants agricoles, et augmenter la production en engageant les agriculteurs et les organisations locales dans le processus de politique et réglementation.

### **Session plénière du matin**

#### **Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des programmes agricoles**

Jef Leroy (IFPRI - Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) démarra la session plénière du matin par une présentation sur l'évaluation des impacts nutritionnels des programmes agricoles. Le suivi et l'évaluation des programmes agricoles établit si le programme ou l'intervention fonctionne, permet de mieux comprendre comment, pourquoi, et dans quelle mesure le programme fonctionne, et fournit les preuves nécessaires pour continuer ou mettre à l'échelle les programmes ou interventions concluants. Alors



que les programmes agricoles sont susceptibles d'améliorer la nutrition, les cheminements possibles des impacts sont nombreux, et ne se recoupent pas obligatoirement. D<sup>r</sup> Leroy a insisté sur le besoin d'évaluations rigoureuses des programmes agricoles afin de comprendre à quel point l'agriculture contribuait à une meilleure nutrition, les mécanismes par lesquels les impacts sont réalisés, et les facteurs contextuels qui peuvent accentuer ou diminuer les impacts. Afin de mieux comprendre les impacts et les mécanismes d'impact, D<sup>r</sup> Leroy a donné aux participants des conseils techniques sur la façon d'évaluer et de suivre les programmes nutritionnels pour garantir les meilleurs résultats. Pour effectuer une évaluation correcte, il faut avoir une comparaison valable avec un group de contrôle, généralement attribué de façon aléatoire à des personnes, des ménages ou des communautés. D<sup>r</sup> Leroy a ajouté qu'il était important de suivre chaque groupe au cours du temps, laissant suffisamment de temps pour que le programme ait de l'effet avant de mesurer les impacts, et de choisir soigneusement les bons indicateurs pour mesurer les résultats prévus. En outre, D<sup>r</sup> Leroy a mis l'accent sur le besoin d'indiquer les cheminements par lesquels les impacts sont produits. Ceci procure une information critique sur les éléments à conserver, renforcer, adapter ou accroître. Pour conclure, D<sup>r</sup> Leroy a encouragé les participants à mener des recherches d'opérations pour découvrir les contraintes opérationnelles et d'utilisation, et de travailler avec des spécialistes pour faire des évaluations qui produisent des informations utiles pour la mise en œuvre des programmes.

La session plénière du matin s'est poursuivie avec une présentation de D<sup>r</sup> Tom Schaezel (PATH - Program for Appropriate Technology in Health [Programme pour une technologie appropriée dans le domaine de la santé] /USAID), qui a parlé des outils d'évaluation de l'impact nutritionnel, en portant une attention particulière aux femmes et aux enfants. La présentation mettait l'accent sur le fait que les besoins nutritionnels des enfants exigeaient une considération spéciale, surtout lors du suivi et de l'évaluation des programmes agricoles. À cet égard, les participants doivent estimer si des revenus ou une disponibilité alimentaire accrus amélioreront la nutrition de l'enfant lorsqu'ils intégreront les volets nutritionnels à leurs plans d'action de pays. En préparation du travail de groupe, D<sup>r</sup> Schaezel a demandé aux participants d'envisager les caractéristiques des interventions agricoles qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition, et de discerner les caractéristiques des interventions qui ont des effets négatifs. Parmi les exemples d'activités susceptibles d'avoir des impacts nutritionnels positifs, il faut compter

l'établissement d'objectifs nutritionnels qui incorporent des conseils en nutrition, l'encouragement de production alimentaire de subsistance qui comporte des variétés de cultures riches en micronutriments avec une valeur nutritionnelle élevée pour la consommation des ménages, et l'accès et l'utilisation des soins de santé, ainsi qu'une amélioration de l'assainissement et de l'hygiène. En revanche, des activités qui peuvent avoir des incidences négatives sur la nutrition incluent celles qui augmentent les charges de travail des femmes, réduisant leur disponibilité pour s'occuper des enfants, l'utilisation d'animaux lorsque le risque de zoonose et de maladies chroniques croît, et l'utilisation d'irrigation quand les populations de moustiques et la malaria augmentent. Pour favoriser les impacts nutritionnels positifs et éviter les impacts négatifs, D<sup>r</sup> Schaetzel a recommandé aux participants de privilégier les femmes, les nourrissons et les jeunes enfants, de préciser les populations vulnérables souffrant de prévalence de malnutrition, et de choisir des indicateurs appropriés liés à la nutrition. Fait important, on doit pouvoir distinguer les indicateurs de la sécurité alimentaire (c.à.d. l'Échelle faim dans les ménages (HHS), le Score de diversité alimentaire dans les ménages (HDDS) et revenu / dépense) de ceux de la nutrition (apport calorifique, DDS individuel, statut nutritionnel, et apport en vitamine A ou fer). Pour mieux orienter les participants, D<sup>r</sup> Schaetzel a décrit l'Outil d'évaluation d'impact nutritionnel qui fournit un cadrage pour la mise au point de programmes agricoles et prend en considération l'impact nutritionnel sur les groupes vulnérables.

### **3<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays**

#### **Suivi et évaluation**

La troisième session de travail des groupes de pays était basée sur les concepts présentés pendant la session plénière du matin, portant sur le suivi et l'évaluation des impacts nutritionnels des programmes agricoles. Les participants au sein de leur groupes de pays ont dû se référer à leurs PNIASA, décrire tous les indicateurs servant à mesurer la performance des activités nutritionnelles décrites dans leur plan et déterminer si les capacités actuelles étaient en place pour la collecte et l'analyse de données. Pour renforcer les composantes nutritionnelles, les groupes de pays devaient trouver et définir des indicateurs mesurant l'amélioration nutritionnelle attribuée aux actions coordonnées avec leur PNIASA. Ensuite, les groupes de pays ont eu à décider qui, au niveau national, devrait être chargé de concevoir, mettre en œuvre, maintenir et mettre à jour le processus de suivi et d'évaluation, et déterminer comment ces capacités devraient être structurées.

L'activité finale de la troisième session en groupes demandait à ces derniers d'établir une liste des étapes nécessaires afin de garantir que les indicateurs de nutrition soient incorporés aux systèmes de suivi et d'évaluation de l'agriculture.

## **Session plénière de l'après-midi**

### **Une approche multisectorielle pour améliorer la sécurité alimentaire**

Cette présentation était faite par D<sup>r</sup> Ahmed Ould Aida, Coordinateur du fonds pour la réalisation des OMD dans le cadre du Programme pour la nutrition et la sécurité alimentaire en Mauritanie. Le programme cherche à prendre en main le problème de malnutrition dans le Sud-Est de Mauritanie. Cette région souffre d'une insécurité alimentaire élevée, avec un taux élevé de malnutrition (avec 40% des enfants entre 0 et 59 mois en sous-poids au début du projet) et des interventions faibles. Le programme est basé sur six principes : la définition d'un ensemble d'interventions d'efficacité prouvée, le ciblage des bénéficiaires en fonction du niveau de malnutrition et d'insécurité alimentaire d'après des sondages portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition ; la définition détaillée d'interventions sur l'insécurité alimentaire affectant le statut nutritionnel des enfants ; la mise en œuvre coordonnée en cherchant des synergies entre les capacités des acteurs et les canaux de livraison ; des indicateurs de suivi intégrés, donnant la priorité aux enfants en sous-poids de moins de 5 ans ; la promotion de l'allaitement maternel exclusif, d'une alimentation complémentaire entre 6 et 24 mois, et de suppléments et d'un enrichissement alimentaires grâce à des micronutriments (fer et vitamine A) ; et la gestion de l'eau potable dans les ménages. Le lavage des mains, des moustiquaires imprégnées, des vermifuges, une alimentation thérapeutique, une production de récoltes et de bétail destinée au besoin des ménages, et les suppléments alimentaires représentent les principales interventions du projet. La multiplicité de partenaires publics et privés, nationaux et bilatéraux a été un facteur de réussite. Des cellules de nutrition et sécurité alimentaire ont été mises en œuvre dans diverses communautés incluses dans le projet, afin d'assurer un leadership et une gestion locale.

### **Intégrer le droit à l'alimentation aux plans de développement des districts**

La session plénière de l'après-midi s'est poursuivie avec une présentation de D<sup>r</sup> Julia Roberts, faisant état de la place importante accordée aux programmes de Droit à l'alimentation en Sierra Leone pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif de cette présentation était de démontrer les avantages

nutritionnels de l'intégration des communautés et des groupes locaux aux mesures des programmes. Le programme du droit à l'alimentation fonctionne généralement avec le gouvernement local, des ONG, et la société civile pour intégrer les efforts des communautés et des groupes locaux à la planification de développement du district. Cet effort renforce les capacités permettant de définir des actions locales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à partir d'informations et de connaissances disponibles. Placer la communauté et les groupes locaux au centre de la programmation conforte et habilite les personnes à devenir les acteurs de leur propre développement, et reconnaît l'importance de la conformité avec les principes des droits de l'homme et des pratiques de bonne gouvernance, telles que la participation, la transparence, la non-discrimination et la responsabilité. Collectivement, cette approche ascendante renforce la capacité à préciser et défendre les besoins de la communauté, et favorise la mobilisation communautaire. En outre, lorsque la société civile se trouve renforcée, elle est à même de jouer un rôle plus solide dans le développement du district et de contribuer de manière plus productive à la gestion de projets. Pour soutenir le processus, il est indispensable d'établir une bonne communication entre la communauté et les autorités locales. Aussi, œuvrer main dans la main avec d'autres parties prenantes garantit la mobilisation des ressources provenant des majeures parties prenantes, ce qui est crucial pour une planification réussie axée sur la communauté. Les leçons apprises du programme du Droit à l'alimentation doivent aider les participants à mieux intégrer la société civile et les gouvernements locaux aux plans d'action de leur pays afin d'améliorer la sensibilisation et l'attention à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **Partenariats publics-privés : Appuyer les approches multisectorielles axées sur l'alimentation afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Dans sa présentation, D<sup>r</sup> Namukolo Covic a parlé de partenariats publics-privés (PPP) pour appuyer les approches multisectorielles axées sur l'alimentation afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif de cette présentation était de : 1) relier les approches axées sur l'alimentation aux cadres de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de parler des implications pour les PPP, et 2) soulever des points à prendre en considération par les participants en créant et intégrant l'appui des PPP au sein des plans d'action des pays. Les approches axées sur l'alimentation qui encouragent la diversification alimentaire incluent la production de fruits et légumes, l'agriculture des petits exploitants (SHA), la biofortification (BioF) et la diversification de la production de fruits et

légumes. La sécurité alimentaire, comme la sécurité nutritionnelle, dépendent toutes deux de la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation constantes de produits agricoles. Les PPP requis de concevoir des plans d'action de pays seront sélectionnés en fonction des éléments dont les équipes choisissent de se préoccuper. Le fait de privilégier des domaines précis d'intervention permet aux entités publiques et privées partageant le même intérêt de collaborer en visant un objectif commun, alors qu'une entité seule ne pourrait pas atteindre de manière efficace l'objectif désiré. Lors du choix de PPP pour soutenir la mise en œuvre de plans d'action, les pays devraient envisager les points suivants : 1) créer des partenariats sains, efficaces et reposant sur la confiance, avec une idée des valeurs communes et dont les partenaires sont sur un pied d'égalité, et 2) définir un processus opérationnel net qui doit être planifié ensemble, y compris des structures de prises de décisions et de gestion, des structures de gestion financière, les responsabilités de chaque partenaire et des représentants au sein de chaque entité partenaire. Enfin, D<sup>r</sup> Covic a abordé les approches employées pour intégrer les PPP aux plans d'action de pays. Premièrement, elle a insisté sur le besoin de tenir compte des besoins en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle adaptés aux différents pays, et d'avoir des objectifs et des activités bien définis qui incluent des indicateurs de résultats et des cibles. Deuxièmement, trouver des partenaires susceptibles de partager des objectifs communs et définir quel rôle le rôle qu'ils joueront.

M. Ousmane Ndiaye, représentant du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), fit un exposé sur le rôle des organisations de la société civile pour encourager le développement agricole et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Il a indiqué que depuis l'indépendance des pays d'Afrique de l'Ouest, les organisations d'agriculteurs (OA) ont joué un rôle plus important pour déterminer les choix des politiques et les options visant un développement agricole stratégique, au point qu'ils étaient devenus des partenaires indispensables du gouvernement aujourd'hui. Ils participent aux processus d'élaboration des politiques qui ont un impact sur la production et le marketing agricoles. La Campagne pour « Une Afrique nourricière », lancée par l'OA, était la conséquence de l'écart grandissant entre le potentiel agricole énorme de l'Afrique et le déficit alimentaire croissant. L'un des avantages de la campagne est l'organisation annuelle de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA) au Sénégal, qui attire une forte participation de femmes, l'organisation de journées de démonstration de cuisine, des expositions,

la vente de produits agricoles, le lancement d'une campagne du riz en 2005, et la mise au point d'un manuel pratique pour l'évaluation des produits agricoles locaux.

## **4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Sessions de travail des groupes de pays**

### **Mécanismes de coordination des partenariats publics-privés et publics-publics**

Pour la série suivante de sessions de travail en groupes de pays, les participants devaient se référer à leurs PNIASA adaptés aux besoins des différents pays et discerner les circonstances favorables à des partenariats publics-privés pour se pencher sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils devaient décrire comment ces partenariats pourraient être améliorés. Par ailleurs, on leur demanda également de trouver des créneaux pour la création de partenariats publics-publics, incluant des collaborations avec le ministère de la Santé / unité de nutrition et / ou du ministère de l'Éducation, parmi d'autres, puis de décrire comment ces partenariats pourraient être améliorés. Si les PNIASA ne comportaient pas encore cet élément, les groupes de pays devaient préciser les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour lesquelles un partenariat public-privé ou public-public pouvait être établi pour renforcer les volets nutritionnels. Les groupes de pays durent aussi décider quelles parties prenantes devraient appuyer et guider les activités de nutrition et de définir leur rôle précis en dirigeant les initiatives. Enfin, suivant un échéancier précis, les groupes de pays ont eu à inventorier les parties prenantes clés qu'ils souhaitaient engager, privées et publiques, et décrire les premières étapes requises pour garantir que les partenaires appropriés sont mis en place ou renforcés.

## **Troisième jour**

### **Aperçu**

Le troisième jour, la session plénière du matin portait principalement sur le renforcement des capacités en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au cours de cette session, les présentateurs discutèrent du processus complet et complexe de renforcement des capacités, indiquant qu'il n'était pas restreint à la formation ou à l'acquisition de connaissances. Les présentateurs donnèrent une vue d'ensemble des principaux éléments requis pour intégrer le renforcement des capacités, y compris : 1) les capacités opérationnelles qui reposent sur la mise en commun des connaissances, 2) les capacités stratégiques qui encouragent le

leadership collaboratif, les activités de sensibilisation et la mise sur pied de coalitions, et 3) les capacités de recherche qui sont utiles pour créer des modèles performants d'intégration et de mise à l'échelle. L'intégration de ces concepts de renforcement de capacités aboutira à une amélioration globale des résultats et des impacts du programme, et indiquera les domaines d'intérêt prioritaires des programmes, ainsi que les besoins en formation afin d'accorder une place importante à la nutrition.

Les concepts dont ont fait état les présentateurs lors de la session plénière de l'après-midi se concentraient sur la budgétisation, le financement et la mise en œuvre des programmes de nutrition. À cette fin, ils mettaient l'accent sur des techniques telles que la programmation axée sur les résultats, ainsi que l'intégration des bonnes pratiques, qui favorisent grandement les possibilités de financement. Pour accroître davantage le financement potentiel, les présentateurs recommandaient que les cadres des programmes soient cohérents et hiérarchisés, et indiquent un lien évident entre les ressources nécessaires et l'impact et les résultats souhaités.

### **Session plénière du matin**

#### **Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle : Que faut-il faire ? Comment le faire ?**

Le troisième jour de l'atelier du PDDAA sur la nutrition, la session plénière du matin commença par une discussion sur le renforcement des capacités en matière sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour aider les participants à créer un cadre pour le renforcement des capacités, D<sup>r</sup> Pelletier parla des éléments qui constituaient le cadre de capacités aux niveaux des ménages et des politiques, et expliqua comment renforcer les capacités institutionnelles et individuelles pour l'intégration de la nutrition aux programmes agricoles. Il insista sur le besoin de discerner et de hiérarchiser les domaines requérant un renforcement de capacités parmi les différentes parties prenantes, ce qui est essentiel pour décider quels actions ou investissements sont requis. D<sup>r</sup> Pelletier présenta trois catégories conceptuelles de capacités fonctionnelles qu'il recommanda aux participants d'inclure dans leurs plans d'action adaptés aux besoins des différents pays. Les capacités d'opération permettent l'accès aux connaissances mondiales, nationales et locales. Elles confortent les compétences en matière de planification et conception collaboratives des politiques et des programmes. Elles permettent

de préparer le coût des plans d'investissement d'après le cadre de résultats. Elles facilitent la mise en œuvre et la gestion collaboratives des politiques, ainsi que le suivi, l'évaluation et l'adaptation collaboratives des programmes à l'échelle nationale, locale et du projet. En revanche, les capacités, stratégiques encouragent le leadership collaboratif, les activités de sensibilisation et la mise sur pied de coalitions, les relations et la gestion des conflits, la mobilisation des ressources, et la surveillance et la gestion stratégiques du programme national de nutrition. Enfin, les capacités de recherche servent à effectuer la recherche évaluative et la mise en œuvre des essais communautaires des modèles d'intervention parmi les petits exploitants agricoles qui perfectionnent les modèles novateurs performants pour l'intégration et la mise à l'échelle. En conclusion, D<sup>r</sup> Pelletier proposa aux participants d'organiser une évaluation des capacités au niveau régional et selon les besoins des différents pays, qui mette en évidence les champions de haut niveau, recherche l'intérêt et l'appui du gouvernement et de bailleurs de fonds, consulte les cadres fonctionnels, inventorie les institutions locales, nationales, régionales ou mondiales capables de diriger ou d'appuyer chaque fonction, fait la distinction entre les besoins à court, moyen et long termes, quantifie les écarts de ressources humaines et institutionnelles, et crée des mécanismes pour garantir la responsabilité et la durabilité.

Pour continuer à développer plus avant les concepts du cadre de capacités, D<sup>r</sup> Shawn Baker (Helen Keller Institute) a parlé du renforcement des capacités en matière de nutrition publique en Afrique de l'Ouest. Le point central de l'exposé de D<sup>r</sup> Baker était le besoin d'institutions de formation régionales afin d'accroître nettement la quantité et la qualité du personnel doté de compétences poussées en nutrition. Bien que l'on ait eu de nombreuses occasions de reconnaître des besoins dans le domaine de la recherche et de la formation nutritionnelles, les besoins nationaux à l'égard de la nutrition persistent de nos jours. D<sup>r</sup> Baker a insisté sur le fait qu'il était important de développer une initiative régionale de grande envergure au regard de la formation et de la recherche en nutrition, qui soit tirée par les priorités des programmes et encourage la sensibilisation, la recherche de la santé publique sur la nutrition axée sur la communauté, et une formation initiale et continue à tous les niveaux. Le renforcement des capacités pour ladite initiative exigera le renforcement, l'élargissement et la coordination des programmes académiques existants en matière de nutrition humaine et d'activités de recherche appliquées liées au programme. D<sup>r</sup> Baker conclut sa



présentation en donnant aux participants les grandes lignes des mécanismes clés requis pour augmenter les compétences de renforcement des capacités au sein des plans d'action des équipes de pays. Ses recommandations incluaient la mise en place d'un secrétariat, l'encouragement de la mobilisation continue des ressources et la formation d'un comité directeur pour organiser des réunions d'inauguration.

L'« International Training in Nutrition and Food Science » (ITNFS - Formation internationale en nutrition et sciences alimentaires) est une initiative d'éducation continue en alimentation et nutrition, lancée par l'Université nationale Calavi du Bénin en 1992 grâce à un vaste partenariat international. Elle cible les professionnels de la nutrition et ceux de l'alimentation, ainsi que les agents de la santé publique. L'ITNFS est parrainée par la NUFFIC (Organisation des Pays-Bas pour la coopération internationale au niveau des études supérieures), l'UNICEF, l'Université des Nations unies, la Fondation Nestlé et diverses ONG internationales, par le biais de bourses. Elle contribue à la formation et au recyclage professionnel en matière de nutrition et d'alimentation. À ce jour, l'ITNFS a accueilli 393 participants de 22 pays du monde entier, surtout de pays d'Afrique. Ces participants sont généralement spécialisés dans les domaines de la nutrition et des sciences alimentaires (49%), mais travaillent aussi dans la santé publique (28%), le développement agricole et rural (7%), les services sociaux (4%) la recherche (7%), ou d'autres (5%).

L'ITNFS a mis au point trois programmes éducationnels clés :

- 1) Un cours annuel régulier d'un mois sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- 2) Un cours sur l'alimentation des nourrissons et la production de suppléments alimentaires ; et
- 3) Un cours sur le développement de messages et la production de matériels éducationnels.

L'ITNFS fournit aussi une assistance technique aux pays pour la mise au point de plans de nutrition.

## **6<sup>e</sup> Session de travail des groupes**

### **Renforcement des capacités**

Suite à la session plénière du matin, les participants se sont réunis dans leurs groupes de pays pour parler des actions clés nécessaires aux efforts de développement en matière de renforcement des capacités. Les groupes de pays devaient d'abord citer et décrire tous besoins en capacités ou en activités de formation pour développer ou renforcer davantage les capacités de nutrition incluses dans leurs plans d'actions de pays. Ils durent aussi parler des besoins de renforcement des capacités pour les activités coordonnées avec leur PNIASA, et indiquer les besoins et domaines au regard de la formation tels que la conception de projets, la gestion des projets et le suivi et l'évaluation. Ensuite, les participants devaient dresser l'inventaire des agences, ministères et membres non étatiques qu'ils pourraient engager à cette occasion. Enfin, on leur demanda d'établir un échancier suivant lequel ils pensaient pouvoir avoir recours aux services de partenaires appropriés.

### **Session plénière de l'après-midi**

#### **Budget, financement et mise en œuvre des programmes de nutrition**

L'objectif principal de cette session était de procurer aux participants des outils et des stratégies conceptuelles pour rendre les budgets et le financement de l'agriculture efficaces pour les programmes axés sur la nutrition. La session commença avec une présentation de D<sup>r</sup> Richard Anson, qui parla d'approches de planification axées sur les résultats et des données factuelles pour les budgets et le financement. L'évaluation des priorités et conditions de financement, ainsi que celle de plafonds réalistes du budget, et de la marge de manœuvre financière en vue d'accorder une place importante aux programmes de nutrition est essentielle pour gérer et financer le processus du gouvernement. D<sup>r</sup> Anson recommanda que les équipes de nutrition des pays mettent en évidence et tiennent compte des contraintes budgétaires et de financement les plus pertinentes, propres à leur pays, incluant les grands écarts entre les fonds existants et les fonds requis, les activités hors budget des subventions d'ONG et de bailleurs de fonds, et les systèmes insuffisants en matière de suivi et d'évaluation, afin de fournir des données probantes lors de la justification des coûts et du financement. Pour faire face à ces contraintes, D<sup>r</sup> Anson proposa que les équipes de nutrition des pays conçoivent une stratégie de financement basée sur diverses sources de financement actuelles et potentielles, en tenant compte des besoins prioritaires, des types d'intervention en matière de nutrition et des rôles appropriés des secteurs public et privé. Les fonds supplémentaires provenant du gouvernement

devraient être conditionnels aux preuves de mise en œuvre et de performance des programmes ou des interventions de nutrition en cours qui sont appuyés par des systèmes de suivi et d'évaluation performants. Ainsi, les défis de mise en œuvre doivent être bien diagnostiqués et hiérarchisés d'après les résultats d'un système de suivi et d'évaluation fonctionnel, ou une étude de diagnostic.

La session de l'après-midi s'est poursuivie avec une présentation de D<sup>r</sup> Félicité Tchibindat (UNICEF), qui a parlé des moyens novateurs pour financer les programmes de nutrition en Afrique de l'Ouest. D<sup>r</sup> Tchibindat a décrit les éléments clés d'un cycle de faible priorité, qui nuit à l'intégration et à la mise en œuvre des programmes de nutrition. Nombre de programmes de nutrition sont basés sur des actions à petite échelle qui produisent des résultats médiocres, et par conséquent ne confèrent pas un niveau élevé de visibilité, de demande ou de financement. Pour accroître le statut des programmes axés sur la nutrition et guider les participants, D<sup>r</sup> Tchibindat a fait état de stratégies pour augmenter les investissements au regard de la nutrition, grâce à des approches multisectorielles. Ces dernières incluent modifier les dépenses du gouvernement et les attribuer à des interventions plus rentables ; analyser les dépenses budgétaires pour accroître la performance ; passer d'une programmation axée sur les activités à une programmation axée sur les résultats ; et organiser des modes de livraison de colis par le biais d'une analyse de système basée sur l'installation, la population et la communauté desservies. D<sup>r</sup> Tchibindat a également conseillé de saisir les occasions par le biais de la coordination et de la mise en forme des volets de nutrition dans les programmes liés à la santé tels que le VIH / SIDA, la malaria et la gestion intégrée de la malnutrition aigüe. Tirer parti des ressources privées et des ménages, surtout dans le secteur de l'alimentation, et garantir que la nutrition de base est appuyée par l'aide internationale, font partie des mécanismes qui favorisent la mise en priorité de la nutrition. En conclusion, D<sup>r</sup> Tchibindat a insisté sur l'importance des approches multisectorielles pour la planification stratégique de la nutrition, qui devrait former un ensemble avec la planification de la protection agricole, de la santé et sociale, et devrait être axée sur les aspects de l'offre et de la demande (c.à.d les ressources humaines, l'accès géographique) aux niveaux du secteur privé et de la communauté.

La dernière présentation de l'atelier sur la conception d'un programme de nutrition du PDDAA fut donnée par D<sup>r</sup> Justin Kenja (Ministère des finances et du développement économique, Sierra Leone), qui a parlé du financement des programmes de nutrition de Sierra Leone. D<sup>r</sup> Kenja s'est concentrée sur les

activités de nutrition entreprises par l'Unité d'alimentation et de nutrition du ministère de la Santé et de l'assainissement de Sierra Leone, les mécanismes de financement du gouvernement et des bailleurs de fonds et l'allocation de fonds par le gouvernement pour les programmes de nutrition. Les concepts clés qui ont guidé et facilité une bonne planification financière pour les participants des équipes de pays portaient principalement sur la mise en œuvre d'activités de nutrition encourageant et facilitant les programmes d'éducation et de conseil nutritionnels, les jardins potagers pour une des suppléments alimentaires, la gestion communautaire de la malnutrition aigüe, les activités de sécurité alimentaire permettant d'appuyer les petits exploitants agricoles, et le centre de stabilisation qui inclue des activités qui soutiennent les programmes de suppléments alimentaires, les vermifuges, la nutrition des nourrissons et des enfants, et le suivi de la croissance. D<sup>r</sup> Kenja a souligné que les dispositions institutionnelles pour une bonne coordination des activités alimentaires et nutritionnelles restaient un défi en Sierra Leone, et que les dispositions en question devaient être bien coordonnées et normalisées pour produire des résultats concluants. Étant donné les contraintes économiques et financières du gouvernement, D<sup>r</sup> Kenja a terminé en disant qu'il était essentiel que le gouvernement crée des partenariats avec des institutions donatrices afin d'être plus à même de fournir le soutien humain et financier nécessaire pour obtenir une sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la population de Sierra Leone.

## **7<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays**

### **Budget et financement**

Pour aider à finaliser les plans d'actions des pays, les participants devaient établir une liste des ressources existantes et supplémentaires nécessaires pour atteindre les objectifs, les résultats et les cibles qu'ils avaient fixés, incluant la dotation de personnel, l'assistance technique, le soutien TI et le renforcement des capacités. Ensuite ils devaient classer par catégories le coût soit en (i) coût récurrent, ou (ii) coût initial. Pour les sources de financement possibles, ils devaient prendre en considération les budgets des gouvernements, les bailleurs de fonds internationaux (subvention et prêt), les PPP et d'autres mécanismes novateurs.

## **8<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays**

### **Contraintes et solutions**

Dans le cadre du dernier exercice de groupe de pays avant de finaliser l'ébauche des plans d'actions des pays, les participants devaient déterminer les contraintes et barrières susceptibles de faire obstacle à une mise en œuvre efficace, et établir des solutions stratégiques possibles pour réaliser une mise en œuvre concluante. Les participants devaient aussi examiner ces contraintes et solutions aux niveaux national et du projet / d'activité.

### **Actions prioritaires**

Ensuite, les participants avaient à indiquer les actions prioritaires à court terme (6-12 mois) et moyen terme (3 ans), requises ou recommandées pour améliorer la nutrition dans leurs pays respectifs. De même, ils devaient examiner ces priorités aux niveaux national et du projet / d'activité.

## **Quatrième jour**

### **Aperçu**

Le dernier jour de l'atelier était réservé à la session de travail finale des équipes de pays, suivie de la lecture à haute voix par celles-ci de leur projet, ce qui permettait aux modérateurs et aux spécialistes techniques de faire des commentaires et de se pencher sur toutes les questions ou préoccupations. Après les lectures, Issa Wone, Maître modérateur, fit courte présentation portant sur les messages de l'atelier à retenir. D<sup>r</sup> Wone a conclu sa présentation en parlant des « prochaines étapes » requises par les équipes pays après l'atelier. Il indiqua que ces étapes devraient être menées au niveau des pays par les points centraux de l'agriculture et la nutrition. Pour appuyer les équipes des pays à continuer à développer et mettre en œuvre leurs plans d'actions, des organisations régionales (OOAS, CDEAO, CILSS) ont accepté de procurer des conseils de suivi. Pour faciliter cette étape, les pays ont décidé ensemble de soumettre la version finale de leurs plans d'action au NEPAD d'ici le 15 janvier 2012.

### **Plans d'action des pays**

Une fois terminées les 8 sessions travail des groupes, les participants devaient utiliser l'information et les outils fournis par les orateurs, ainsi que les points de

discussion clés provenant des activités des groupes de pays pour mettre au point un plan d'action détaillé de pays pour l'intégration des objectifs de nutrition au sein de leurs propres Plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire. Plus précisément, les groupes de travail de pays devaient discerner et intégrer les bonnes pratiques et les approches liées à la nutrition au concept du programme, et favoriser plus avant la mise en œuvre des programmes correspondant déjà à leurs PNIASA. À cette fin, les participants devaient se pencher sur les questions concernant la disponibilité des outils et des ressources techniques, et les expériences de programmes qui conforteraient le concept du programme de nutrition. Ils devaient aussi indiquer les partenariats possibles et les besoins de renforcement de capacités pour appuyer la mise à l'échelle de la programmation de la nutrition.

### **Étapes suivantes**

Après avoir terminé les ébauches des plans d'action de pays, ces derniers devaient déterminer les étapes suivantes pour la finalisation et la mise en œuvre du plan d'action axé sur les résultats. Pour chaque étape individuelle, les participants devaient identifier la partie responsable et les ressources, ou le soutien requis, afin d'établir un délai par lequel ces étapes pourraient être réalisées.

### **Commentaires**

En général, l'Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA était considéré réussi, malgré ses objectifs ambitieux et le grand nombre de participants. Comme il était prévu, les 17 pays ont tous terminé l'ébauche de leurs plans d'action s'inscrivant dans leur PNIASA. Remarquablement, toutes les ébauches des plans d'actions avaient réussi à incorporer des approches multisectorielles et à intégrer les leçons et techniques fournies pendant l'atelier. Lors des lectures à hautes voix par les pays, nombre d'idées portant sur les PPP, le renforcement des capacités, le financement, la mise en œuvre, et le suivi et l'évaluation étaient présentées au niveau du pays dans les plans et les activités accordant une place importante à la nutrition. En outre, un système de gestion axé sur les résultats avec des résultats précis était solidement ancré dans les plans et les activités d'intégration adaptés aux besoins des différents pays. Comme il a été indiqué lors de l'atelier, les participants

précisaient qu'un système de gestion axé sur les résultats augmenterait les possibilités de financement parmi les bailleurs de fonds et les parties prenantes.

Les nombreuses préoccupations soulevées pendant la lecture des plans portaient sur la complexité de la coordination entre les secteurs (c.à.d. la santé, l'agriculture, le commerce et les échanges, et les finances) pour arriver à mieux intégrer et mettre en œuvre les plans d'action axés sur la nutrition. Les participants indiquaient qu'un leadership solide au niveau plus élevé était requis pour incorporer une approche d'ensemble. Nombre de participants trouvaient que pour y arriver, il fallait mettre en place un mécanisme de coordination au-dessus des différents secteurs.

Les contraintes majeures citées au regard de la promotion d'approches agricoles sensibles à la nutrition, axées sur l'alimentation incluaient un faible engagement politique, un manque de compréhension du rôle que l'agriculture joue pour la nutrition au sein du secteur de l'agriculture, et trop peu de programmes de sécurité alimentaire comportant l'amélioration de la nutrition comme objectif et composantes définis. Les défis auxquels s'est confronté l'atelier incluaient un emploi du temps serré, et des contraintes horaires, ce qui a éventuellement empêché les participants de fournir plus de détails lorsqu'ils lisaient le plan de leur pays. Aussi est-il difficile de dire si les autres participants observant les présentations des pays étaient capables de retenir tous les messages ou idées clés présentés par les différentes équipes de pays.

## **Recommandations**

- Au niveau du pays, les équipes multisectorielles créées pendant l'atelier devraient rester en communications et œuvrer pour finaliser et soumettre les plans d'actions de pays au NEPAD d'ici le 15 janvier 2012.
- Les équipes de pays devraient organiser et attribuer des rôles et des responsabilités à leurs membres afin de coordonner les activités d'intégration de la nutrition à l'agriculture, et de réaliser les « étapes suivantes » établies pendant l'atelier.
- Chaque membre devrait décrire les messages retenus et organiser des réunions pour rendre compte aux ministères respectifs (c.à.d. l'agriculture, la santé et les finances) et aux autres parties prenantes des activités et des

résultats de l'atelier, et leur procurer les grandes lignes des plans d'action des pays.

- Les membres des équipes de pays devraient assurer la coordination entre les ministères, les bailleurs de fonds, les spécialistes techniques et les autres parties prenantes, et œuvrer avec eux, pour la transition des plans d'action de pays vers une ébauche de programme qui, au niveau du pays, partage des indicateurs communs avec les plans stratégiques agricoles, nutritionnels et de la santé. De tels documents pourront permettre de mieux préparer les documents de nutrition pays, aspects importants de la CIN+21.
- Afin de mieux atteindre les objectifs des plans d'action et/ou des documents de concept de programmes, les membres des équipes de pays devraient déterminer des étapes importantes et des indicateurs intermédiaires permettant d'indiquer le progrès, et créer et maintenir une base de données où tous les outils, les ressources techniques et les données existantes seront disponibles et mis à jour régulièrement.
- Les initiatives d'intégration de la nutrition ne devraient pas se limiter au secteur agricole. Les équipes de pays devraient œuvrer pour harmoniser les objectifs de nutrition et incorporer les indicateurs précis liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à d'autres plans stratégiques sectoriels, incluant les programmes de la santé comme ceux du SIDA, de la survie des enfants et de la malaria.

### **Direction future**

Les plans d'action font tout leur possible pour renforcer la coordination parmi les secteurs et les parties prenantes appropriés (c.à.d. les bailleurs de fonds, le gouvernement, les partenaires techniques) et harmoniser les nouveaux programmes de nutrition avec les programmes agricoles prévus. Les modérateurs et les présentateurs ont encouragé les équipes, dès leur retour au pays, à se réunir avec d'autres collègues des domaines de l'agriculture et de la nutrition, et d'autres, afin de parler de l'ébauche du plan d'action sur la nutrition préparé lors de l'atelier. Après ce dernier, il est attendu qu'une assistance technique sera disponible pour aider les équipes de pays à finaliser leurs plans d'action aux niveaux du pays et régional, en partenariat avec les institutions de l'UA / NEPAD, de la CDEAO, ainsi qu'avec les parties prenantes régionales pour la sécurité



alimentaire et la nutrition comme les groupes de travail sur la nutrition dans chaque pays.

## Annexe I : Emploi du temps de l'atelier

1 <sup>er</sup> jour	
Heure	Activités
7:00	Petit-déjeuner et inscription
8:30	<b>Accueil, présentations cérémonie d'ouverture</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Bibi Giyose - Conseiller principal et Chef de la sécurité alimentaire, Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD - Afrique du Sud).</b></li> <li>• M. Khadim Gueye - Ministre de l'agriculture, Sénégal.</li> <li>• M. Modou Diagne Fada - Ministre de la santé et de la prévention, Sénégal.</li> <li>• <b>M. Ernest Aubee - Responsable principal des programmes et Chef de l'agriculture de la CDEAO.</b></li> </ul>
9:00	<b>Description générale des initiatives mondiales et régionales pour faire face à la sécurité alimentaire et nutritionnelle : récents résultats et bonnes pratiques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conférence internationale sur la nutrition - 20 ans plus tard (ICN+20) - <i>Brian Thompson, FAO.</i></li> <li>• Aperçu de SUN et REACH - <i>Brenda Lee Pearson, Coordinatrice mondiale adjointe, REACH ONU.</i></li> <li>• Contribution du PDDAA aux objectifs du Cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique - <i>M. Doudou Ndiaye, Économiste agricole, PDDAA.</i></li> <li>• Cadre stratégique de sécurité alimentaire pour l'Afrique - <i>Sheryl Hendriks Directrice, University of Pretoria, Institut pour l'alimentation, la nutrition et le bien-être.</i></li> <li>• Défis mondiaux au regard de la sécurité nutritionnelle - Réponse du secteur de la santé - <i>D' Ferima Coulibaly-Zerbo, Organisation mondiale de la santé.</i></li> </ul>
10:30	<b>Questions et réponses</b>
10:45	<b>Pause thé</b>
11:00	<b>Révision des volets sur la nutrition des plans d'investissements axés sur les besoins des différents pays et conseils pour la planification des actions</b> - <i>D' Goulda Downer, Consultant NEPAD, et D' Richard Anson, Consultant Banque mondiale.</i>
11:15	<b>1<sup>ère</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : Les équipes de pays se référeront plus particulièrement à leur <b>Plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA)</b> pour ajouter les informations suivantes à la section « 1 <sup>er</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action: <ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Problèmes de nutrition clés dans le pays qui peuvent être pris en main par le biais de l'agriculture, surtout par des approches axées sur l'alimentation ;</li> <li>(2) Populations vulnérables ;</li> <li>(3) Buts et objectifs nutritionnels ;</li> <li>(4) Activités / Bonnes pratiques ;</li> <li>(5) Échéancier.</li> </ul>
12:30	Deux équipes de pays feront une présentation sur cet exercice. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.
1:00	<b>Déjeuner</b>

2:00	<p><b>Intégration de la nutrition aux plans d'investissements agricoles : Pourquoi et comment ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration de la nutrition aux plans d'investissements agricoles : Pourquoi et comment ? - <i>Charlotte Dufour, Responsable de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens de subsistance, Division de la nutrition et protection du consommateur auprès de la FAO.</i></li> <li>• Recherche opérationnelle sur les liens Agriculture-Nutrition en Sierra Leone : Conclusions et recommandations pour l'amélioration des impacts nutritionnels - <i>Professeur Edward Rhodes, Institut de recherche Sierra Leone.</i></li> <li>• Intégrer la production agricole, la nutrition et le marketing - Recherche et développement de la Chaîne de valeur du haricot en Ouganda – <i>D<sup>r</sup> Robert Mazur, Professeur de sociologie à « Iowa State University » et Professeur associé pour le Développement socio-économique au Centre des moyens de subsistance durables en milieu rural.</i></li> </ul>
3:15	<b>Questions et réponses</b>
3:30	<b>Pause thé</b>
3:45	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>2<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : les équipes de pays ajouteront les informations suivantes à la section « 2<sup>e</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Vision, bénéficiaires cibles, buts(s), et objectifs ;</li> <li>(2) Projets/activités/bonnes pratiques (approches axées sur l'alimentation) qui seront mis en œuvre pour atteindre ces objectifs ; et</li> <li>(3) Échéancier pour la mise en œuvre.</li> </ul> </li> </ul>
5:00	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux équipes de pays feront une présentation sur cet exercice. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.</li> </ul>
5:30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Questions et réponses ; récapitulation ; commentaires des participants (mini-évaluation).</li> </ul>
6:30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Réception</b></li> </ul>

<b>2<sup>e</sup> jour</b>	
<b>Heure</b>	<b>ACTIVITÉS</b>
7:30-8:30	<b>Petit-déjeuner</b>
8:45	<b>Tour d'horizon du 1<sup>er</sup> jour</b> – <i>D<sup>r</sup> Issa Wone, Maître modérateur.</i>
9:00	<b>Approche multisectorielle pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle</b> - <i>Ahmed Ould Aida, Coordinateur du Fonds pour les OMD- Programme pour la nutrition et la sécurité alimentaire, Mauritanie.</i>
11:00	<b>Questions et réponses</b>
11:15	<b>Pause thé</b>
11:30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>3<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : les équipes de pays ajouteront les informations suivantes à la section « 3<sup>e</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Secteurs/parties prenantes/agents du changement qui seront engagés pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays ; et</li> <li>(2) Mécanismes existants ou possibles pour renforcer la coordination et l'intégration.</li> </ul> </li> </ul>
12:30	Deux équipes de pays feront une présentation sur cet exercice. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.
1:00	<b>Déjeuner</b>

2:00	<p><b>Suivi et évaluation de l'impact nutritionnel des programmes agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer l'impact nutritionnel des programmes agricoles : Pourquoi et Comment ? - <i>Jef Leroy, Chercheur, IFPRI.</i></li> <li>Privilégier les femmes et les enfants : un outil d'évaluation de l'impact nutritionnel pour les planificateurs - <i>Tom Schaezel, Directeur technique, Projet de nutrition pour les nourrissons et les jeunes enfants, PATH/USAID.</i></li> </ul>
3:15	<b>Questions et réponses</b>
3:30	<b>4<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : les équipes de pays mettront en commun leurs informations, les indicateurs proposés dans la section « 4 <sup>e</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action.

<b>3<sup>e</sup> jour</b>	
Heure	ACTIVITÉS
7:30	<b>Petit-déjeuner</b>
8:30	<b>Tour d'horizon du 2<sup>e</sup> jour</b> – <i>D' Issa Wone, Maître modérateur.</i>
8:45	Deux équipes de pays feront une présentation sur l'exercice de partenariat public-privé. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.
9:15	<p><b>Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle : Que faut-il faire ? Comment le faire ?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Compétences et recherches critiques pour l'intégration de la nutrition à l'Agriculture - <i>D' David L. Pelletier, Professeur associé en politique nutritionnelle, Cornell University.</i></li> <li>Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle : l'exemple du Bénin - <i>Professeur Noel AKISSOE, Chef, Département des sciences alimentaires et nutritionnelles, Université du Bénin.</i></li> <li>Renforcer les capacités pour la nutrition publique en Afrique de l'Ouest : Où en sommes-nous ? - <i>Dr. Shawn Baker, Vice-Président et Directeur régional pour l'Afrique, Helen Keller International.</i></li> </ul>
10:45	<b>Questions et réponses</b>
11:00	<b>Pause thé</b>
11:15	<b>6<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : les équipes de pays ajouteront des informations sur le renforcement des capacités à la section « 6 <sup>e</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action.
12:00	Deux équipes de pays feront une présentation sur l'exercice M&E. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.
12:30	<b>Déjeuner</b>
1:30	<p><b>Budget, financement et mise en œuvre des programmes de nutrition</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Aspects budgétaires, du financement et de la mise en œuvre des programmes de nutrition - <i>D' Richard Anson, Consultant, Banque mondiale.</i></li> <li>Financement de la nutrition dans les programmes agricoles : Perspectives de la Banque africaine de développement – <i>Ibrahim Sanogo, Représentant de la Banque africaine de développement, Sénégal.</i></li> <li>Moyens novateurs pour le financement des programmes de nutrition en Afrique de l'Ouest - <i>Félicité Tchibindat, Conseiller régional en nutrition, UNICEF.</i></li> <li>Financement des programmes de nutrition de Sierra Leone - <i>Justin Kenja, Division de la planification et des projets, Ministère des finances et du développement économique, Freetown, Sierra Leone</i></li> <li><i>Ministère des finances du Sénégal.</i></li> </ul>

2:30	<p><b>7<sup>e</sup> Session de travail des groupes de pays</b> : les équipes de pays ajouteront les informations suivantes à la section « 7<sup>e</sup> Groupe de travail » de leurs plans d'action:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Stratégies pour l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques pour les programmes de nutrition ;</li> <li>(2) Structure, processus budgétaires et estimation du coût des programmes de nutrition;</li> <li>(3) Stratégies et sources de financement existantes / potentielles ; et</li> <li>(4) Autres contraintes potentielles et stratégies possibles pour la mise en œuvre des programmes.</li> </ul>
3:30	<b>Pause thé</b>
3:45	Deux équipes de pays feront une présentation sur l'exercice concernant le budget, le financement et la mise en œuvre. Les spécialistes techniques et les participants de l'atelier feront des commentaires.
4:15	<b>Récapitulation</b> : commentaires des participants (mini-évaluation).
Soirée	Le cas échéant, les équipes de pays continueront à travailler sur l'ébauche de leurs plans d'action.

<b>4<sup>e</sup> jour</b>	
Heure	ACTIVITÉS
7:30	<b>Petit-déjeuner</b>
8:30	<b>Tour d'horizon du 3<sup>e</sup> jour</b> - <i>D' Issa Wone, Maître facilitateur.</i>
9:00	Toutes les équipes de pays parleront de leurs plans d'actions et des étapes suivantes.
12:00	Questions et réponses
12:30	<b>Déjeuner</b>
1:30	Tour d'horizon et évaluation de l'atelier
2:00	Remarques finales

## Annexe II : Liste des participants

Name	Position	Organisation
<b>BENIN</b>		
<b>AISSI, Gaspard (Mr)</b>	Chef Service Politiques Sectorielles	Ministry of Economics & Finance
<b>DIDAVI, Edgard Yves</b>	Chef Service Statistiques/Chargé du dossier du CILSS et CountryStat Bénin	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>DOSSOU KPANOU, Mariano</b>	Chef du service des études et programmes des secteurs économiques et de gouvernance	Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective
<b>HOUINDOTE, Andréa</b>	Point focal nutrition WAHO -Bénin et représentante du service nutrition du Ministère de la Santé	Ministère de la Santé
<b>HOUNDONOUGBO, Martin</b>	Chef Service Planification et Programmation Chargé de Processus PDDAA-Bénin	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>HESSOU, Joseph Dossou</b>	Coordonnateur, Spécialiste des Politiques et Stratégies de nutrition et de Sécurité Alimentaire	Core Group de Nutrition du Bénin
<b>MEDENOU, Christophe</b>	Point focal CAADP -Bénin	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
<b>BURKINA FASO</b>		
<b>OUATTARA, Béma</b>	Chargé d'études	Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (SE/CNSA)
<b>OUEDRAOGO, Abdoulaye</b>	Chargé d'études	Secrétariat Permanent de la Coordination des Politiques sectorielles agricoles (SP/CPSA)
<b>OUILI, Roméo</b>	Nutritionniste	Directin de la nutrition, agent service dietetique et de promotion des régimes alimentaires sains
<b>KONTONGOMDE, Daouda</b>	Assistant au Représentant,	FAO Burkino Faso
<b>CAPE VERDE</b>		
<b>BAROS, Lenira Miranda</b>		BORNEfonden, Cape Verde
<b>LEKHRAJMAL, Diva</b>	Téchnicienne	Ministère du Développement Rural
<b>SPENCER-MAIA, Irina</b>	Programme Nutrition	Ministere de la Santé
<b>CHAD</b>		
<b>DALIAM, Adoum</b>	Responsable du Centre de nutrition et de la Technologie Alimentaire	Ministère de la Santé Publique
<b>DEBA, Walngar Sadjinan</b>	Director de la Planification et des Etudes Prospectives Point Focal Adjoint PDDAA	Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale
<b>DJITAINGAR, Dibangar</b>	Inspecteur du Ministère Point Focal PDDAA	de l'Agriculture et de l'Irrigation
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>		
<b>KOUADIO-TIACOH, Thomas</b>	Président du conseil d'administration	Association National des Riziculteurs de côte d'ivoire (ANARIZ-CI)
<b>NGORAN-THECKLY, Patricia</b>	Director of the National Coordinator of Nutrition	Ministry of Health
<b>GUINEA BISSAU</b>		
<b>DJASSI, Bacar</b>	Point Focal Securite Alimentaire	Ministere de Agriculture
<b>MOREIRA, Ivone</b>	Point Focal Nutrition	Minister de la Santé

GUINEA CONAKRY		
<b>BAYO</b> , Lansana	Charge de la Securite Alimentaire	Ministere de l'Agriculture
<b>DOPAVOGUI</b> , Mballou	Nutritionniste	Ministere de la Sante et de l'Hygiene Publique
<b>DAFFE</b> , Mamady	chef de la Division	Ministere de la Sante et de l'Hygiene Publique
<b>KONE</b> , Ibrahima Kalil	Directeur Institut de Nutrition et santé de l'Enfant	INSEE
<b>SYLLA</b> , Sekou	Directeur BUREAU de Strategie et Developpement	Ministere de l'Agriculture
GAMBIA		
<b>DRAMMEH</b> , Sait	Director General	Department of Agriculture
<b>FOFANA</b> , Seedy	Principal Agriculture Officer	
<b>PHALL</b> , Modou Cheyassin	Executive Director	National Nutrition Agency
GHANA		
<b>ADDY</b> , Paulina		Ministry of Agriculture
<b>BAMPOE-ADDO</b> , Sidney	Senior Agricultural Economist	Ministry of Food & Agriculture
<b>GADDAH</b> , Mawuli	Director	Ministry of Finance & Economic Planning
<b>MPEREH</b> , Mary	SUN Focal Point	National Development Planning Commission
<b>OKWABI</b> , Wilhelmina	Deputy Director	Ghana Health Services, Nutrition Division
<b>OFORI-AGYEMAN</b> , Emma	Deputy Director	Ministry of Health
<b>QUAGRAINIE</b> , Josephine	Deputy Director	Ministry of Food & Agriculture
LIBERIA		
<b>BAAWO</b> , Kou	Nutrition Director	Ministry of Health
<b>FLUMO</b> , Hilary	Nutrition Program Manager	Action Contre la Faim
<b>JACKSON</b> , Kula	National Facilitator	Coalition of CSOs
<b>LANGLEY</b> , Norwood	Senior Economist	Ministry of Agriculture
<b>MOORE</b> , Regina	WAHO Focal Point	Ministry of Health
<b>SACKIE</b> , Joshua	Economic Development Specialist	Ministry of Planning
<b>TALL</b> , Ousman	Asst. Minister & CAADP focal Point	Ministry of Agriculture
<b>THOMPSON</b> , Koryon	Managing Director	Klicks Corporation
<b>WILLIAMS</b> , Sadia	PRS Pillar 2 Assistant	Ministry of Planning
MALI		
<b>BA</b> , Samaké Raki	Chief: Nutrition Department	Ministry of Health
<b>DIARRA</b> , Modibo	adviser to the Minister of Health & Nutritional Focal Point	Ministry of Health
<b>DIARRA</b> , Mamadou	Conseiller Economie Rurale	Coopération Canado-Malienne(UAP-CCM)
<b>KEITA</b> , Mamadou Namori		Ministry of Agriculture
<b>MAIGA</b> , Diop Aïcha		
<b>MAIGA</b> , Mariam		
<b>NAPEL</b> , Sven Ten		
<b>SYLLA</b> , Ousmane	CPS Nutritionist	Ministry of Health
<b>TRAORE</b> , Ousmane	Executive Director	ASDP
MAURITANIA		
<b>KANE</b> , Mohamed Elmoustafa	Head of Nutrition	Ministry of Health
<b>OULD AHMEDOU</b> , Mohamed Fadel	Deputy Director of Programs	Food Security Commission/CSA

<b>OULD SOUEILIM, Med Salem</b>	Advisor to the Minister	Economic Affairs and Development
<b>LOULY, Marieme Mint</b>	Nutrition Officer	WFP - Mauritania
<b>SIDI, Mohamed Cheikh</b>	Coordinator	REACH – Mauritania
<b>NIGER</b>		
<b>CISSE, Hassane Aissatou</b>	Division nutrition	DGA /Ministère de l'Agriculture
<b>MAMANE, Harouna</b>	Chargé du secteur Développement rural à la Direction des Reformes Financières	Ministère des Finances
<b>AMADOU, Rouafi Doka</b>	Direction du programme et du plan	Ministère du Plan
<b>LABBO, Mamane</b>	Membre	Secrétariat Exécutif /SDR
<b>Hadiza, Sori</b>	Responsable Unité Nutrition	Cellule Crise Alimentaire (CCA)
<b>HALIDOU, Ousseini</b>	Chef de Division programmation	DEP/Ministère Agriculture
<b>BATOURE, Maman</b>	Chef de Division Surveillance	Ministère de la santé
<b>NIGERIA</b>		
<b>CHIAZOR, Fred</b>	Chairman	National Fortification Alliance
<b>ELUAKA, Beatrice</b>	Head: Nutrition Division & Country Nutrition Focal Point	Federal Ministry of Health
<b>GUDUGI, Abdulkadir</b>	Senior Ag. Economist	USAID Nigeria
<b>HARUNA, Aisha</b>	Ag. Desk Officer	Federal Ministry of Finance Agriculture and Food/Nutrition Desk
<b>MONEHIN, Joseph</b>	Program Manager-Maternal and Child Health	USAID Nigeria
<b>NYAM, Abigail</b>	Chair	Agriculture Donor Community
<b>OMOTOLA, Bamidele</b>	Nutrition Specialist	UNICEF Nigeria
<b>ONIMAWO, Ignatius</b>	National President	Nutrition Society of Nigeria
<b>UHIENE, Sunday</b>	CAADP Focal Point - Agriculture	Federal Ministry of Agriculture
<b>SIERRA LEONE</b>		
<b>CHIWILE, Faraja</b>	Nutrition Manager	UNICEF
<b>GBOKU, Mathew</b>	Project Development & Management Officer	Sierra Leone Agricultural Research Institute
<b>KAMARA, Prince</b>	National Programme Coordinator Smallholder Commercialisation Programme (SCP)	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security(MAFFS)
<b>KENJA, Justin</b>	Senior Assistant Secretary	Ministry of Finance and Economic Development
<b>KOROMA, Aminata</b>	National Food & Nutrition Programme Manager	Ministry of Health & Sanitation
<b>LEBBIE, Victoria</b>	Head of Unit	Women in Agriculture and Nutrition
<b>PYNE-BAILEY, Solade</b>	Nutritionist	Ministry of Health & Sanitation
<b>ROBERTS, Julia</b>	National Coordinator	Mainstreaming the Right to Food FAO
<b>SHERIFF, Mohamed</b>	Assistant Director - Agricultural Statistics & Programming	Planning Evaluation Monitoring and Statistics Division, Ministry of Agriculture
<b>SENEGAL</b>		
<b>BA, Mbayame Dione</b>	Chef division nutrition	Ministère de la Santé
<b>BASTARDES, Clara</b>	Spécialiste genre	FAO - Senegal
<b>CISSE, Djibril</b>	Country Director - Senegal	Helen Keller International - Dakar
<b>DIA, Mohamadou lamine</b>	Chef DAP / DAPS	DAPS - Dakar



<b>DIOUF, Malick</b>	Conseiller des Affaires Etrangères	DIEA/MAE
<b>GUEYE, Cheikh</b>	Représentant Assistant de la FAO	FAO - Senegal
<b>HARTE, Jennifer</b>	Senior Agriculture Advisor	USAID - Senegal
<b>MBAYE, Djibril</b>	Counseillor Technique	Ministry of Agriculture
<b>NIANG, Moustapha</b>	Division des Statistiques Agricoles	DAPS/ MA
<b>NDIAYE, Maguette</b>	Chargée de programme	DCEF/MEF
<b>NDIAYE, Malick</b>		CNCAS
<b>SADIO, Malamine</b>	Conseiller en Planification Direction de la Planification Nationale	Ministère de l'Economie et des Finances(DPN/DGP/MEF)
<b>SIMMONS, Izetta</b>	Deputy Health Office Director	USAID Senegal
<b>TOURE, Ndeye Khady</b>	Conseillère en Micronutriments	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
<b>TOURE, Mama</b>	Project Coordinator	FAO - Senegal
<b>TOURE, Seynabou</b>		SE/CNSA
<b>TOGO</b>		
<b>AMEWUAME, Mawuli</b>		Direction des Statistiques Agricoles de l'information et de la Documentation
<b>EDOU, Koffie Zemblewouh</b>		Direction de la Plantification et de la Cooperation Agricole
<b>DJIBAINGAYE -MIJIYAWA, Julienne</b>	Assistante médical au service de la nutrition	Ministère de la santé
<b>GNAMETCHO, Kokou Nestor</b>		Ministère de l'économie et des finances
<b>GOTO, Ekpetsi Chantal</b>		Commission de la CEDEAO
<b>LAMBONI, Mindi</b>	Secrétaire Général	Ministère de l'agriculture, dde l'élevage et de la pêche
<b>NAYODAH, Jules Yaovi</b>	Chef division développement rurale et environnement - Point focal agriculture	Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de l'aménagement du territoire de la planification
<b>OTHER</b>		
<b>AKIWUMI, William</b>		USAID
<b>CHAHID, Nawal</b>	Intern	REACH
<b>DAVID, Patrick</b>	FAO - regional emergency coordination office	for West Africa
<b>DELPH, Megan</b>	Program Associate	Weidemann Associates Inc. / USAID
<b>FALL, Anne Madeleine</b>	Assistant	Helen Keller International - Dakar
<b>FERNANDEZ, José Luis</b>		FAO - regional emergency coordination office for West Africa
<b>FRACASSI, Patrizia</b>		UNDP
<b>HAMRELL, Jonathan</b>		USAID Washington
<b>JACKSON, Cheryl</b>		USAID
<b>JELENSPERGER, Johanna (Ms)</b>		FAO
<b>MADAN, Janeen</b>		WFP - Dakar
<b>MAUD, Maura</b>		USAID
<b>MABOUMBA, Edith</b>	Programme Assistant	NPCA
<b>MOALOSI, Kefliwe</b>	Nutrition Assistant	NPCA
<b>NGO, Thi Mink</b>	Social Policy Specialist	UNICEF - Senegal
<b>OHMAN, Mirette</b>	Nutrition Specialist	Weidemann Associates, Inc. / USAID
<b>PAVONE, Luca</b>	Regional Delegate for Nutrition in West Africa	French Red Cross
<b>SANDALINAS, Fany</b>	Nutrition Specialist	UNICEF - Senegal

<b>SANE</b> , Khalilou	National Focal Point	FAO - Senegal
<b>SENE</b> , Papa Diery	Chief of Party	USAID/YAAJEENDE
<b>SUNDBERG</b> , Shelly		Gates Foundation
<b>TEIXEIRA</b> , Sergio	Facilitator of the Nutrition Working Group for West Africa	REACH
<b>WALLS</b> , Colleen		USAID
<b>SPEAKERS AND FACILITATORS</b>		
Facilitator - Guinea	<b>ADEDZE</b> , Pascasie (Ms.)	USAID
Facilitator - Ghana	<b>AGBENDECH</b> , Mohamed (Dr.)	FAO
Presenter	<b>AKISSOE</b> , Noel (Prof.)	Head of Nutrition and Food Sciences Department University of Benin
Presenter	<b>ANSON</b> , Richard (Dr.)	World Bank
Facilitator - Niger	<b>ATEGBO</b> , Eric-Alain (Dr.)	Nutrition Manager UNICEF
Presenter	<b>BAKER</b> , Shawn	Vice-President & Regional Director for Africa Helen Keller International - Dakar
Presenter	<b>CISSOKO</b> , Mamadou (Mr.)	President Network of Food Producers and Farmers of West Africa (ROPPA )
Presenter	<b>COULIBALY-ZERBO</b> , Ferima (Dr.)	WHO
Presenter	<b>COVIC</b> , Namukolo (Dr.)	Senior Lecturer: Centre of Excellence for Nutrition School of Physiology, Nutrition and Consumer Sciences, University of the North WestPotchestroom
Presenter	<b>DOWNER</b> , Goulida (Dr.)	Consultant NEPAD
Facilitator - Observer Countries	<b>DUFOUR</b> , Charlotte (Ms.)	FAO
Facilitator - Mali	<b>GARNIER</b> , Denis (Dr.)	Nutrition Manager UNICEF
Presenter	<b>GIYOSE</b> , Bibi	Head of Food and Nutrition Security NEPAD
Facilitator - Senegal	<b>HOORELBEKE</b> , Patricia (Ms.)	Regional Representative for West Africa Action Against Hunger
Presenter	<b>SANOGO</b> , Ibrahim (Dr.)	African Development Bank
Facilitator - Benin	<b>LE DAIN</b> , Anne Sophie (Dr.)	Nutritionist Manager UNICEF
Presenter	<b>LEROY</b> , Jef	Research FellowPoverty, Health & Nutrition Division IFPRI
Facilitator - Gambia	<b>LY WANE</b> , Coudy (Dr.)	CILSS
Presenter	<b>MAZUR</b> , Robert (Dr.)	Associate Professor Iowa State University
Presenter	<b>NDIAYE</b> , Doudou (Mr.)	CAADP/Pillar II Capacity Building Expert CMA - Senegal
Facilitator - Sierra Leone	<b>NJORO</b> , Joyce (Dr.)	REACH International Facilitator REACH
Presenter	<b>OULD AIDA</b> , Ahmed	Coordinator of MDG- Fund Nutrition and Food Security Programme Mauritania
Facilitator - Nigeria	<b>OGUNMOYELA</b> , Gbenga (Dr.)	Bells University of Technology PMB 1015, Ota, Nigeria
Facilitator - Cape Verde	<b>PASSERINI</b> , Luca (Dr.)	WHO - Cape Verde
Presenter	<b>PEARSON</b> , Brenda	Deputy Coordinator REACH
Presenter	<b>PELLETIER</b> , David (Dr.)	Associate Professor
Presenter	<b>RHODES</b> , Edward (Prof.)	Professor Sierra Leone Research Institute
Facilitator - Liberia	<b>SAMBA</b> , Kinday (Dr.)	WFP
Presenter	<b>SCHAETZEL</b> , Tom (Mr.)	Technical Director - IYCN PATH/USAID

Facilitator - Togo	<b>STEINBERG, Douglas (Mr.)</b>	Deputy Regional Director, West Africa	Helen Keller International - Dakar
Presenter	<b>TCHIBINDAT, Felicite (Dr.)</b>	Regional Advisor Nutrition	UNICEF
Presenter	<b>THOMPSON, Brian</b>		FAO
Presenter	<b>WONE, Issa (Dr.)</b>	Master Facilitator	

**Transcript : Opening Speech by Mr. Khadim GUEYE, Minister of Agriculture of Senegal/  
Discours d'ouverture de Monsieur Khadim GUEYE, Ministre de l'Agriculture du Sénégal**

**Le 09 novembre 2011**

**Excellence, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention,  
Excellences, Messieurs les membres du Corps Diplomatique accrédités au Sénégal,  
Monsieur le Responsable de programme et Chef de l'Agriculture de la Commission de la CEDEAO,  
Madame la Conseillère et Chef de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle du NEPAD,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Intergouvernementales,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Agences de Coopération,  
Honorables invités,  
Mesdames et Messieurs,**

Il m'est particulièrement agréable d'être parmi vous ce matin, à l'occasion de l'ouverture de **l'Atelier régional pour l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA.**

Je voudrais, avant tout propos, souhaiter la bienvenue et un agréable séjour à toutes celles et à tous ceux qui ont fait le déplacement de Dakar et me réjouir du choix porté sur notre pays pour abriter cette importante rencontre.

Au nom de son Excellence Maître Abdoulaye WADE, Président de la République, du Premier Ministre, du Gouvernement et du peuple sénégalais, je voudrais exprimer toute ma gratitude aux Autorités du NEPAD, de l'Union Africaine et de la CEDEAO pour l'honneur qui nous est ainsi fait.

Je me félicite également de l'initiative du NEPAD et de l'Union Africaine d'être porteurs de cet important atelier, qui réunit, aujourd'hui, quelque 200 experts de divers secteurs liés à l'agriculture et à la nutrition.

Ceci ne vient que renforcer davantage notre conviction que les échanges intersectoriels, et le partage d'idées et d'expériences, sont devenus une nécessité pour une meilleure planification et une exécution efficace des programmes de nutrition.

Ces assises constituent une première dans ce domaine et elles viennent à un moment critique où une bonne partie de nos pays, ici en Afrique, sont confrontés à des défis à relever au plan nutritionnel et à celui de la sécurité alimentaire.

Il est dommage que nous en soyons encore à constater que bon nombre de nos concitoyens soient, encore de nos jours, dans une situation de malnutrition avérée, malgré tous les efforts consentis par nos Etats en termes de recherche scientifique, de développement de technologies et d'infrastructures.

La malnutrition limite l'initiative et les capacités des peuples à être productifs et gagner décemment leur vie. Elle mène, en plus, à un cycle intergénérationnel de pauvreté.

**Mesdames, Messieurs,**

**Chers participants,**

Nous ne devons nullement oublier le rôle central de l'agriculture qui fournit l'essentiel du potentiel requis pour une bonne alimentation et une bonne nutrition.

Il faut, cependant, garder à l'esprit que l'agriculture et l'alimentation ne suffisent pas pour résoudre les problèmes liés à la nutrition, à la santé et à la productivité.

D'autres éléments, qui ne relèvent pas du mandat de l'agriculture, y contribuent grandement. Et parmi ceux-ci je peux citer les considérations de santé, d'assainissement, d'eau, d'éducation de commerce, de protection sociale etc...

L'importance de cet atelier réside dans le fait qu'il constitue une occasion pour des acteurs de divers secteurs, d'échanger et de mutualiser leurs idées dans l'optique d'une planification pertinente des programmes de nutrition utiles à nos pays.

**Mesdames, Messieurs,**

La population mondiale est passée, depuis quelques jours, à 07 milliards d'individus et ceci ne sera pas sans conséquences pour la croissance économique, pour le développement humain et pour la capacité de nos Etats à fournir la nourriture nécessaire à assurer une sécurité nutritionnelle aux couches les plus vulnérables.

Malgré le constat fait que les populations pauvres consacrent presque 80 % de leurs maigres ressources à l'alimentation, les aliments de bonne qualité nutritive leur sont inaccessibles et elles demeurent toujours sous-alimentées. En Afrique le nombre de dénutris a atteint 240 millions de personnes au moment où je vous parle.

Nos partenaires, et nos institutions de coopération tel que l'UA, le NEPAD et la CEDEAO, sont attendus, par nos Etats, dans l'avènement d'une stratégie régionalisée de renforcement de leurs capacités à accroître la disponibilité d'aliments nutritifs tout au long des chaînes de valeurs.

Et ceci passera nécessairement par une agriculture diversifiée, qui valorise davantage les produits à forte valeur ajoutée comme les produits laitiers, horticoles mais aussi le poisson et la viande.

Il s'agira, en d'autres termes, d'opter pour une stratégie de croissance qui place la nutrition au centre des programmes d'investissements, notamment dans le domaine des infrastructures rurales.

Au moment où les plans d'investissements du PDDAA Pays entrent en vigueur, il m'a été donné de constater, fort heureusement, que nos pays ont revu et complété leur programme dans le sens de mieux intégrer la problématique de la malnutrition.

Je ne peux que m'en réjouir et saluer, encore une fois, l'esprit d'anticipation de Monsieur le Président de la République, Son excellence Maître Abdoulaye Wade lorsque déjà, en Avril 2008, il lançait la GOANA comme réponse à faire face à la malnutrition par la production en abondance.

**Monsieur le Ministre,**

**Mesdames, Messieurs,**

Il me revient de saluer, ici, les initiatives toujours heureuses du NEPAD à accompagner nos Etats dans leurs politiques de développement, et l'atelier d'aujourd'hui en est une illustration.

C'est le lieu aussi de féliciter nos organisations régionales et sous- régionales (CEDEAO, OOAS, CILSS) de s'être jointes au NEPAD pour organiser cette rencontre, dont l'objectif fondamental est d'examiner les PIC et d'adopter la meilleure voie d'intégration des aspects nutritionnels dans nos politiques et programmes nationaux, sous-régionaux et régionaux de développement, ceci depuis la formulation jusqu'au suivi-évaluation.

Il s'agira, aussi, de prendre en compte le Cadre du PDDAA pour l'alimentation en Afrique (FAFS) et l'Initiative panafricaine de nutrition (PANI), qui ont en commun, un plan d'action pour l'atteinte de l'OMD1, visant à réduire la faim et la pauvreté de moitié d'ici à 2015.

Permettez-moi Mesdames, Messieurs, pour conclure d'insister sur trois points-clés qui doivent servir de levier à nos initiatives en matière d'intégration de la nutrition dans le PDDAA :

Tout d'abord, les dirigeants du monde entier doivent faire de l'éradication de la malnutrition, la priorité des priorités.

Ensuite il est devenu plus que nécessaire de dépasser l'ère des actions « pilotes » dans ce domaine, et d'aller dans le sens d'une valorisation immédiate des solutions trouvées, et déjà éprouvées ailleurs.

Et enfin j'ai une profonde conviction que l'implication du secteur privé et de la société civile est le gage d'une meilleure intégration des aspects nutritionnels dans les PIC de nos pays.

Je vous exhorte à réfléchir, tout au long de vos travaux, sur les voies et moyens d'y parvenir, et aussi à travailler dans le sens de bien faire refléter dans les investissements, et les budgets que vous adopterez, l'importance d'une prise en compte pertinente de la problématique de la nutrition.

**Mesdames, Messieurs,**

Soyez persuadés que Monsieur le Président de la République du Sénégal, et avec lui, l'ensemble des Chefs d'Etat des vos pays respectifs, restent attentifs aux résultats qui sortiront de vos travaux.

C'est sur cette note d'espoir, et en vous renouvelant mes souhaits d'un agréable et fructueux séjour au Sénégal, que je déclare ouvert l'Atelier régional pour **l'Afrique de l'Ouest sur l'intégration de la nutrition dans le PDDAA.**

Je vous remercie de votre très aimable attention.